

Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des Membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des

thématiques communes. L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elle met tout en œuvre pour la création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.



ACTIVITÉS

L'AIU se réunissait à Vilnius en Lituanie en Juin 2010

3^e Enquête globale de l'AIU sur l'internationalisation

Les Projets de l'AIU

Les conférences à venir

DOSSIER THÉMATIQUE

LE PROCESSUS DE BOLOGNE FÊTE SES **DIX ANS** EN EUROPE ET DANS LE MONDE

SOMMAIRE

1 ACTIVITÉS DE L'AIU

- 1 Réunion du Conseil d'administration et table ronde
- 3 Conférence internationale de l'AIU 2010 – Université Mykolas Romeris, Vilnius Lituanie, 24-26 juin 2010
- 4 L'AIU et l'internationalisation : la 3^e enquête globale vient de paraître
- 5 Futures conférences de l'AIU : GMA IV; Conférence du Kenya; Conférence générale & Événement co-sponsorés par l'AIU
- 6 Projets de l'AIU

9 L'AIU – COLLABORATION ET RESEAUTAGE

12 NOUVELLES DES MEMBRES

13 L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN DANS LE MONDE: 10^e ANNIVERSAIRE DU PROCESSUS DE BOLOGNE ET LANCEMENT DE L'EEES

- 13 Construire la société du savoir au niveau mondial : changements institutionnels et changements des systèmes, *par Juan Ramon de la Fuente & Eva Egron Polak, AIU, France*
- 14 Le Processus de Bologne revisité : prochaines régions et prochaines étapes? *Entretien avec Pavel Zgaga, Slovénie*
- 16 Le Processus de Bologne et l'Espace européen de l'enseignement supérieur – Réalisations et défis *par Barbara Weitgruber, Autriche*
- 17 Bologne et au-delà : l'Espace européen de l'enseignement supérieur face à de nouveaux défis, *par Sjur Bergan, France*
- 18 Bologne, 10 ans après : le point de vue des étudiants *par Christian Hemmestad Bjerke, Belgique*
- 19 Le Processus de Bologne au Maghreb *par Ahmed Ghouati, France*
- 20 Impact du Processus de Bologne en Afrique, *par Pr Isaac N. Obasi, Nigéria, & Dr Akinpelu O. Olutayo, Nigéria*
- 22 Le processus de Bologne en bref et Bologne en dates
- 24 Références et blogs sur Bologne

25 NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU ET SELECTION D'AUTRES PUBLICATIONS REÇUES

28 CALENDRIER DES EVENEMENTS

Les opinions exprimées dans les articles de **AIU Horizons** sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des universités.

 Une version longue de cet article est disponible en ligne à www.iau-aiu.net

Photo de couverture: © shutterstock / Vasil Vasilev

Vignettes:

Photo de gauche: Prof. Juan Ramon de la Fuente, Président de l'AIU, Son Excellence Mme. Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie & Prof. Pumputis, Recteur MRU, Vilnius à la cérémonie d'ouverture de la Conférence internationale AIU 2010.

Centre : Session de renforcement des capacités en EPT au Mexique

Droite : Projet sur les programmes doctoraux – visite institutionnelles de l'Université d'Ilorin, Ilorin, Nigéria.

LE MOT DE LA SECRETAIRE GENERALE

« **INSPIRATION ET ASPIRATION** » – ces deux termes sont utilisés dans l'article d'Obasi et Olutayo présenté dans ce numéro de *AIU Horizons* pour décrire l'impact du Processus de Bologne en Afrique.

Dix ans après le lancement de ce processus de réforme à l'échelle du continent, ces deux mêmes termes pourraient également s'appliquer à l'Europe. Tandis que nous assistons à la naissance de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, solidement ancré dans les fondements définis au cours des dix dernières années par les ministres, les directeurs d'université et les chefs d'établissements d'enseignement supérieur, les étudiants, le corps enseignant et les autres parties prenantes, nous pouvons nous réjouir mais également nous inquiéter à l'heure où ce processus est importé et exporté dans d'autres régions du monde.

Nous pouvons nous réjouir car, comme le souligne Pavel Zgaga, l'objectif fondamental du Processus de Bologne est de privilégier la coopération en enseignement supérieur aux dépens de la concurrence. Nous pouvons cependant nous inquiéter, car comme le soulignent Zgaga et d'autres experts, le processus est devenu le bouc émissaire d'un certain nombre de changements ou de développements, certains pour le moins négatifs, qui ne rendent pas compte de son intention ni même de ses actions. Nous pouvons également nous inquiéter car dans certains cas, le processus est adopté en dehors de son contexte européen sans prendre suffisamment en compte les éléments qui pourraient s'avérer nécessaires pour répondre aux différences contextuelles et à leur impact.

L'AIU s'attache à observer l'influence exercée par le Processus de Bologne sur ses Membres non européens. Le processus suscite beaucoup de curiosité et de fascination. Les instruments qu'il a développés pour favoriser une plus grande transparence et une meilleure comparaison des structures, le rôle confié aux différents acteurs dans le processus d'élaboration des politiques, de même que les différentes missions assignées délibérément ou par inadvertance à l'enseignement supérieur, constituent indubitablement des développements positifs. Ces éléments sont une preuve constante de l'importance de l'enseignement supérieur, dont l'objectif est de servir l'intérêt public pour le bien-être général de la société. C'est avant tout ce message sous-jacent qui doit être importé et exporté à d'autres régions.

Ce numéro de *AIU Horizons* est l'occasion pour les Européens de célébrer le 10^{ème} anniversaire du Processus de Bologne. La prudence, telle qu'elle est exprimée dans la section « Dossier thématique », ne laisse aucune place à la complaisance.

Comme toujours, *AIU Horizons* propose une mise à jour des activités les plus importantes de l'Association. La présentation plénière du Président, prononcée lors du deuxième Forum politique de Bologne (Vienne, mars 2010) sert de lien entre le « Dossier thématique » et les autres rubriques du magazine.

Lors de la Conférence internationale 2010 de l'AIU les participants se sont attachés à examiner les moyens de garantir que les valeurs académiques et les notions liées à l'éthique et au comportement éthique demeurent un élément central de l'enseignement supérieur et des différentes disciplines en particulier. *AIU Horizons* souligne aujourd'hui la publication de la 3^{ème} Enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation. Il présente également l'état d'avancement de différents projets tels que l'étude de l'AIU sur le changement de nature des programmes doctoraux dans certains établissements africains, un projet pilote sur les auto-évaluations institutionnelles relatives aux politiques et pratiques d'accès, et un récapitulatif des progrès de l'AIU dans sa mission visant à rapprocher l'enseignement supérieur des autres niveaux d'enseignement, en particulier en ce qui concerne l'EPT et les OMD.

En conclusion, l'AIU se félicite d'avoir pu venir modestement en aide à l'enseignement supérieur haïtien, grâce à la générosité de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) qui a permis de réorienter l'édition 2010 du programme de bourses LEADHER dans ce sens. Grâce à ces bourses, nombre de nos Membres ont cherché à apporter leur assistance à travers la mise en œuvre de quatre petits projets dont la description vous est proposée dans ce numéro.

Eva Egron-Polak
Secrétaire générale de l'AIU

NOUVELLES DE L'AIU

RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU

L'AIU tient à remercier chaleureusement l'Université Mykolas Romeris et tout particulièrement son Recteur, **Professeur Pumputis** et son équipe, pour avoir généreusement organisé la **75^e réunion annuelle du Conseil d'Administration de l'AIU**. La réunion a eu lieu en juin, juste avant la Conférence internationale 2010 de l'AIU. Ce numéro de *AIU Horizons* fait le point sur les thèmes qui ont particulièrement été débattu.



Le Conseil d'administration de l'AIU se réunit à l'Université Mykolas Romeris en Lituanie en juin.

AUTOUR DU MONDE AVEC LE CONSEIL D'ADMINISTRATION – TABLE RONDE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU

Comme cela a été fait par le passé, la réunion du Conseil d'Administration a débuté par une table ronde à laquelle participaient tous les Membres du Conseil. Ces derniers ont souligné les faits marquants et les nouvelles tendances ayant trait à l'enseignement supérieur dans leurs pays et régions respectifs. Parmi les divers points abordés lors de la table ronde, *AIU Horizons* dresse le bilan suivant :

Professeur Baydar, Université Suleyman Demirel, a souligné la croissance du secteur de l'enseignement supérieur en Turquie avec la création de nouveaux EES publics et l'émergence d'établissements privés à but non lucratif. Un nouveau cadre de qualifications a été adopté en 2009.

Professeur Kis, Université Corvinus, a indiqué qu'une initiative similaire à l'« Excellenz initiative » allemande a été lancée en Hongrie. Elle implique cinq établissements.

Professeur Bladh a expliqué comment les établissements d'enseignement supérieur suédois ont acquis une plus grande autonomie. Elle a par ailleurs indiqué que les nouveaux instruments de contrôle comme les programmes d'assurance qualité, les mécanismes de financement et la récente introduction de frais d'inscription pour les étudiants ressortissants de pays hors EEE ont également un impact profond sur l'enseignement supérieur suédois.

Professeur Hodder a attiré l'attention sur les récentes catastrophes écologiques – en particulier la marée noire qui a frappé la Côte du Golfe des Etats-Unis et le tremblement de terre en Haïti – et fait part de ses préoccupations concernant plus généralement la situation financière de l'enseignement supérieur dans les Caraïbes, en particulier aux Antilles et à Cuba.

Professeur Fernos a expliqué dans quelle mesure la crise économique actuelle a incité l'Université publique de Porto

Rico à augmenter ses frais d'inscription. En conséquence, il a indiqué que les étudiants s'étaient mis en grève, beaucoup ayant décidé de quitter l'ES public pour s'inscrire dans des établissements privés.

Goolam Mohamedbhai a souligné quatre nouvelles tendances dans l'enseignement supérieur africain : la création d'un institut panafricain de gouvernance universitaire à Yaoundé, Cameroun ; l'introduction d'un système de classement des universités ; la création d'une université panafricaine ; et l'émergence d'une solide coopération Sud-Sud dans l'enseignement supérieur (comme par exemple entre le Brésil et l'Inde).

Au Ghana, **Professeur Tagoe** a constaté avec satisfaction que le secteur de l'enseignement supérieur est toujours en expansion (hausse de 25% de la population étudiante ; deux nouvelles universités publiques). Pourtant, le fonds d'affectation spéciale du gouvernement pour l'éducation soutient l'enseignement primaire et secondaire, bien qu'il ait été créé à l'origine pour soutenir l'enseignement supérieur. Professeur Tagoe a également constaté qu'en raison de la crise économique, de plus en plus de personnes issues de la diaspora reviennent au pays et un nombre croissant d'universitaires étrangers souhaitent s'installer en Afrique. Par ailleurs, le Ghana entretient des liens de plus en plus étroits avec les universités des Etats du Golfe.

Contrairement à la situation qui prédomine au Ghana, **Professeur Oloyede**, Université d'Ilorin, a indiqué qu'au Nigeria, le budget du gouvernement alloué à l'éducation vise principalement à soutenir l'enseignement supérieur, plutôt que l'enseignement primaire et secondaire.

En Afrique australe, d'après **Mme Kotecha**, SARUA, les tendances actuelles relatives au secteur de l'enseignement supérieur sont liées aux développements post-structurels et à la revitalisation de l'ES qui en découle. Par ailleurs, la différenciation continue entre prestation et efficacité, ainsi que le développement du secteur de la formation continue en général, un nombre croissant d'étudiants étant habilités à suivre des études supérieures, ont un impact majeur dans la région.



Les Membres du Conseil d'administration à Vilnius.

Le **professeur Sorourradin**, *Université Tabriz*, a précisé qu'en Iran 60% des étudiants actuellement inscrits sont des filles. Il a également attiré l'attention sur la hausse du nombre d'étudiants de niveau Master tout en soulignant que la capacité actuelle des EES iraniens à proposer ce type de diplômes est encore insuffisante, d'où la création d'universités internationales dans des zones franches.

Le **professeur Asashima** a expliqué comment l'Université de Tokyo œuvre actuellement avec d'autres universités japonaises pour répondre aux questions en matière de science de la durabilité telles que l'énergie, l'alimentation, l'eau et le vieillissement de la population. Le professeur Asashima a

souligné que l'enseignement supérieur avait tendance à se concentrer sur sa propre durabilité au vu du vieillissement de la population universitaire. Il a par ailleurs fait allusion à la politique du gouvernement japonais qui vise à attirer dans le pays 300 000 étudiants internationaux par an d'ici à 2020, et a mentionné le projet d'internationalisation des universités japonaises intitulé « Global 30 ».

Tandis que le calme est revenu en Thaïlande, après des semaines d'instabilité politique, **Professeur Mongkhongvanit**, *Université Siam*, a indiqué que son pays examine aujourd'hui dans quelle mesure les établissements d'enseignement supérieur peuvent contribuer à la paix et la démocratie. D'autres débats en Thaïlande ont récemment porté sur l'enseignement général, l'internationalisation et la collaboration université-industrie.

Professeur Shah, *Association des universités indiennes*, a déclaré qu'en Inde, outre la nouvelle politique visant à ouvrir l'enseignement supérieur indien aux prestataires étrangers, l'accent avait été mis ces derniers mois sur le développement d'une initiative d'excellence dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Le Président de l'AIU, **Professeur de la Fuente**, a clos la session en déclarant qu'en dépit de la crise, il était heureux de constater les nouvelles positives liées à l'enseignement supérieur dans certaines régions du monde et espérait que d'autres bonnes nouvelles suivront à l'avenir.

Les discussions du Conseil d'Administration de l'AIU ont porté sur **les plans et les projets en cours et futurs, les événements à venir et d'autres initiatives de l'Association**. Vous trouverez davantage d'informations sur ces sujets dans les pages suivantes du magazine.

Une attention particulière a été portée à **l'Adhésion, donnant lieu à la création d'une nouvelle catégorie de Membres, les Observateurs de l'AIU, et entraînant la décision d'élargir et d'ouvrir la catégorie des Membres Associés de l'AIU** pour inclure davantage d'experts de l'enseignement supérieur dans les activités de l'Association.

Cette nouvelle catégorie – **Observateurs de l'AIU** – cible les nouveaux établissements d'enseignement supérieur, reconnus officiellement par leurs gouvernements nationaux, leur offrant la possibilité de rejoindre l'Association et de profiter de toutes les sources d'informations et d'échange ainsi que du potentiel de coopération mis à disposition. Les nouveaux établissements

peuvent devenir des Observateurs de l'AIU avant même de sanctionner au moins trois cohortes d'étudiants, du moment qu'ils remplissent tous les autres critères d'adhésion à l'AIU. Par cette décision, l'AIU souhaite devenir plus inclusive et contribuer au développement d'un enseignement supérieur de qualité à travers le monde.

Les Membres du Conseil d'Administration ont également voté et approuvé la redéfinition des **Membres Associés de l'AIU**. La catégorie des Membres Associés de l'AIU a été **élargie** au-delà des anciens Membres du Conseil pour inclure tous les individus qui partagent un même intérêt pour l'enseignement supérieur, qui apporteraient une valeur supplémentaire au travail de l'Association et souhaiteraient travailler avec l'AIU. Les personnes intéressées peuvent contacter l'AIU et envoyer leur Curriculum Vitae au Secrétariat.

www.iau-aiu.net/members_friends/index.html

➡ VOUS SOUHAITER AUGMENTER VOTRE VISIBILITE ?

Vous souhaitez porter vos programmes, projets et autres activités à l'attention de l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur ? Pourquoi ne pas placer une annonce dans AIU Horizons ?

Contact : iau@iau-aiu.net

NOUVEAU MEMBRE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU

L'AIU est honorée d'accueillir un **nouveau Membre au sein de son Conseil d'Administration : Molly Corbett Broad**, Présidente, American Council on Education (ACE). Mme Broad devient l'un des quatre Vice-présidents de l'AIU et de fait Membre du Conseil d'Administration et du Comité exécutif de l'Association internationale des universités.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2010 DE L'AIU

Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie, 24-26 juin 2010



La Conférence internationale 2010 de l'AIU intitulée ***L'éthique et les valeurs dans l'enseignement supérieur à l'ère de la mondialisation : Rôle des différentes disciplines***, a été organisée par l'Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie, en juin dernier. L'AIU se félicite d'avoir accueilli **Mme Dalia Grybauskaitė**, Présidente de la République de Lituanie, qui a inauguré la conférence.

Il est rassurant de constater que le thème de la conférence, qui ne fait pas partie des thèmes les plus 'évidents' à aborder dans le contexte de la crise financière et sociale mondiale mais qui n'en demeure pas moins important, a attiré de nombreux chefs d'établissements d'enseignement supérieur du monde entier qui ont participé à des discussions animées sur les sous thèmes sélectionnés pour cette conférence.

Sans consultation préalable, les participants ont tous soutenus l'idée selon laquelle l'éducation des valeurs et de l'éthique doit être renforcée à tous les niveaux et dans toutes les disciplines et tout particulièrement maintenant que les découvertes et recherches scientifiques permettent aux hommes et aux femmes de réaliser l'irréalisable par rapport à tant d'aspects différents de la vie. **Agneta Bladh** (Suède) a souligné que « Nous devons nous rappeler que les établissements d'enseignement supérieur n'existent pas pour eux-mêmes mais pour le bénéfice qu'elles apportent à l'humanité et à la société. La liberté académique et l'autonomie universitaire ne peuvent pas être vus comme isolés des tâches qui sont celles que les établissements d'enseignement supérieur dans le monde globalisé du 21^e siècle ont à assumer. » **Margaret Somerville** (Etats-Unis) a mis l'accent sur le fait que « Nous tenons l'essence de la vie elle-même dans la paume de notre main collective comme aucun humain ne l'a fait avant nous; nous pouvons redessiner la vie, incluant la vie humaine. Nous pouvons changer 4.8 billion d'années d'évolution dont nous sommes et dont d'autre formes de vie sur terre sont le résultat, comme en une nanoseconde ». **Abdul Razak Dzulkifli** (Malaisie) a dit que « Au cours de notre propre évolution, les espèces humaines ont su acquérir des pouvoirs quasi divins. Nous ne sommes plus seulement une espèce parmi tant d'autres. Nous avons maintenant ce pouvoir macro phasique, dirigé par des stratégies microphysiques et biologiques. Mais si nous ne nous arrêtons pas un instant pour utiliser notre intelligence à des

fins d'auto réinvention, nous allons devenir tel le cancer qui détruit son hôte ».

Les participants à la Conférence ont tous approuvé le besoin des établissements d'enseignement supérieur de développer et d'observer les codes de comportement éthique de leur communauté mais également d'inculquer à tous les étudiants la capacité d'aborder et de résoudre les questions d'ordre éthique qui sont de plus en plus nombreuses et complexes.

L'AIU poursuivra sa réflexion sur la faisabilité d'élaborer un code éthique de l'enseignement supérieur applicable sur le plan international. L'Observatoire Magna Charta, Membre Affilié de l'AIU, devrait jouer un rôle clé dans cette initiative.

Les réactions reçues via le formulaire d'évaluation sont très positives et nous voudrions remercier tout particulièrement le **Recteur de l'Université Mykolas Romeris, Professeur Pumputis**, et toute son équipe pour avoir organisé la conférence et assuré sa réussite.

Vous n'avez pas pu assister à la conférence ? Connectez-vous sur www.iau-aiu.net/conferences/Vilnius2010/index.html pour lire **les textes des présentations** faites à la conférence.

A l'avenir l'Association sera heureuse de présenter annuellement tous les nouveaux membres de l'Association par le biais d'une présentation power point lors de ses conférences annuelles. Cette nouvelle initiative a été lancée lors de la Conférence de Vilnius en présence de nombreux nouveaux Membres de l'AIU.

LE SERVICE DE CONSEIL EN MATIÈRE DE STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION (ISAS)

ISAS est ouvert aux candidatures. ISAS travaille avec des équipes universitaires pour évaluer et/ou développer leurs politiques et activités institutionnelles et internationales. A travers des consultations approfondies et une évaluation personnalisée, une équipe consultative constituée d'experts nationaux et internationaux de l'internationalisation communiquera ses conclusions et émettra des suggestions pour poursuivre le développement et/ou changer d'approche, conformément à des objectifs institutionnels d'ordre plus large.

Pour obtenir davantage d'informations et recevoir une brochure sur le programme ISAS, veuillez consulter les pages Internet de l'AIU sur l'internationalisation, ou contacter Dr. Madeleine Green, Consultante sénior de l'AIU (m.green@iau-aiu.net) qui joue un rôle crucial dans le travail de l'AIU dans ce domaine ou M. Ross Hudson, Chargé de programmes à l'AIU (r.hudson@iau-aiu.net).

LES SEPT PÉCHÉS CAPITAUX DE NOTRE TEMPS SELON GHANDI ET COMME RAPPELÉS PAR SIMON HO, MACAO, CHINE, SONT :

- 1) Une politique sans principes
- 2) La santé sans le travail
- 3) Le plaisir sans la conscience
- 4) Le savoir sans caractère
- 5) Le commerce sans morale
- 6) Les prières sans sacrifice
- 7) Les sciences et la technologie sans humanité

L'AIU PUBLIE SON TROISIEME RAPPORT MONDIAL SUR L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

INTERNATIONALIZATION OF HIGHER EDUCATION: GLOBAL TRENDS, REGIONAL PERSPECTIVES LE RAPPORT EST MAINTENANT DISPONIBLE (EN ANGLAIS)



L'internationalisation devient progressivement l'un des facteurs de changement les plus importants de l'enseignement supérieur. Les chefs d'établissements et associations d'enseignement supérieur ainsi que le personnel enseignant, les chercheurs, les décideurs politiques, les planificateurs de l'éducation et les étudiants sont de plus en plus intéressés par

les stratégies, les approches, les politiques et les activités liées à l'internationalisation. Acquérir une compréhension approfondie des bénéfices, des risques et des défis potentiels à surmonter devient d'autant plus important que le processus d'internationalisation, dans ses formes multiples, fait partie intégrante de la réforme de l'enseignement supérieur.

Ces raisons ont conduit l'Association à entreprendre une autre enquête mondiale sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur, la troisième en son genre. Les résultats sont présentés et analysés dans le rapport intitulé **Internationalization of Higher Education: Global Trends, Regional Perspectives**, qui présente les résultats basés sur les questionnaires auxquels ont répondu 745 établissements d'enseignement supérieur (EES) dans 115 pays, ainsi que les questionnaires complétés par les associations nationales d'universités.

La 3^e enquête de l'AIU est la plus vaste enquête sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur jamais entreprise et la seule regroupant les contributions d'autant de pays à travers le monde!

Le rapport présente et compare les **résultats mondiaux et les résultats régionaux. Des analyses approfondies et des commentaires d'experts** sur des thèmes précis de ces données régionales sont également fournis par des chercheurs éminents ou de hauts administrateurs de l'enseignement supérieur originaires des six régions. Outre l'analyse des réponses des associations nationales d'universités, les résultats de l'enquête sont **comparés à ceux de l'Enquête mondiale 2005 de l'AIU** sur l'internationalisation lorsque l'analyse s'y prêtait. Par ailleurs, le rapport comprend une section consacrée à **l'impact du nombre des inscriptions sur l'internationalisation** au sein des EES.

Le rapport cherche à fournir des **réponses éclairées sur un certain nombre de questions** auxquelles les acteurs

de l'enseignement supérieur sont confrontés à mesure qu'ils développent et améliorent les politiques et stratégies internationales. Ces questions sont notamment :

- Aux yeux des EES et des associations, quels sont les principaux bénéfices qu'entraîne l'internationalisation et quels sont les principaux risques ?
- Quelles activités sont prioritaires dans le cadre des politiques d'internationalisation, et lesquelles reçoivent le plus d'attention et de ressources ?
- Dans quelle mesure le nombre d'inscriptions dans un établissement influe sur les politiques et les activités d'internationalisation qu'il met en œuvre ?
- De quels dispositifs de financement de bourses d'études et autres mécanismes les EES disposent-ils pour faciliter la mobilité étudiante ?
- Comment les associations nationales d'universités encouragent-elles l'internationalisation au sein de leurs EES membres ?
- Qui dirige les activités d'internationalisation au sein des EES et quel est le degré d'ancienneté des personnes en charge ?
- Dans quelle mesure le recrutement des étudiants internationaux est-il encouragé par les établissements et combien d'étudiants internationaux sont inscrits ?
- Quels mécanismes d'assurance qualité sont en place au sein des EES pour les activités d'internationalisation ?

Offre spéciale :

L'AIU propose le rapport de la 3^e Enquête mondiale à un prix promotionnel pour les membres de l'AIU et les non-membres **qui commandent plus d'un exemplaire :**

- **35 € par exemplaire** – Offre spéciale pour les **Membres, les Membres Affiliés et les Membres Associés de l'AIU** / 30 € pour chaque exemplaire supplémentaire
- **45 € par exemplaire** – pour les **non-Membres** / 40 € pour chaque exemplaire supplémentaire

Par ailleurs, l'AIU propose également le **rapport de l'Enquête mondiale 2005 de l'AIU au tarif promotionnel de 15 € seulement par exemplaire**, pour tous ceux qui commandent le rapport de la 3^e Enquête mondiale.

Pour de plus amples informations, ou si vous avez des questions concernant le rapport de la 3^e Enquête mondiale de l'AIU, veuillez contacter **M. Ross Hudson**, Chargé de programmes à l'AIU, à l'adresse suivante : r.hudson@iau-aiu.net

Pour vous procurer votre exemplaire, veuillez compléter et renvoyer le Bon de commande inclus dans ce numéro de AIU Horizons téléchargeable également sur www.iau-aiu.net et à www.iau-aiu.net/internationalization/pdf/Internationalization_Pre_Order_Form_2010.pdf

DATES A RETENIR

8-10 novembre 2010: Séminaire de trois jours sur invitation axé sur le projet pilote de l'AIU sur les **Programmes doctoraux en Afrique subsaharienne** – voir page 8 de ce numéro.
Université Ilorin, Ilorin, Nigeria



rôle des associations dans ces activités. Les **sous-thèmes** suivants seront abordés:

- 1. Mobilité académique internationale** – personnel enseignant, étudiants et chercheurs;
- 2. Collaboration académique transfrontalière** – systèmes de diplômes communs, nouveaux campus, programmes mobiles;
- 3. Reconnaissance des titres universitaires** – il sera question également des cadres de qualifications nationaux et régionaux;
- 4. Réduire les disparités: atteindre les laissés-pour-compte** – mesures visant à accroître l'équité dans l'accès à la connaissance et aux opportunités internationales.

Le programme complet et les modalités d'inscription seront publiés prochainement. Veuillez consulter régulièrement le site Internet de l'AIU pour davantage d'informations sur GMA 4 et sur les précédentes réunions mondiales des associations de l'AIU.

18-19 novembre 2010: atelier de deux jours sur l'**Accès et la réussite** lié au projet de l'AIU relatif à ce thème – voir pages 7 et 8
Université d'Arizona, Tucson, Etats-Unis.



11-12 avril 2011: 4^e Réunion mondiale des Associations de l'AIU (GMA 4), Internationalisation de l'enseignement supérieur: nouveaux acteurs, nouvelles approches



Organisée conjointement avec l'Association des universités indiennes (AIU) et l'Indian Institute of Information Technology (IIIT). Cette quatrième édition de la Réunion mondiale des Associations se déroulera à New Delhi, Inde.

17-18 novembre 2011: Conférence internationale 2011 de l'AIU, Stratégies pour l'équité et la réussite en enseignement supérieur



Université Kenyatta, Nairobi, Kenya

Organisée en partenariat avec l'Université Kenyatta (Kenya), cette conférence internationale de l'AIU portera sur un vaste éventail de thèmes relatifs à l'accès à l'enseignement supérieur. De plus amples informations sur le programme de la conférence et les modalités d'inscription seront publiées dans les prochains mois.

Fort de du succès de la 3^e Réunion mondiale des Associations organisée à Guadalajara, Mexique en 2009, GMA 4 accueillera à nouveau des responsables d'associations nationales et régionales d'universités et d'autres acteurs clés du monde entier. A travers un large éventail de présentations et d'ateliers interactifs, GMA 4 examinera et évaluera les pratiques fondées sur les valeurs et les pratiques éthiques en matière d'internationalisation ainsi que le

12-18 novembre 2012: 14^e Conférence générale de l'AIU sur L'Enseignement supérieur et l'agenda international,



Université interaméricaine de Porto Rico, San Juan, Etats-Unis.

EVÉNEMENT CO-SPONSORÉS PAR L'AIU

27-29 septembre 2010: Conférence internationale sur l'enseignement supérieur: "The social and ethical commitment of universities: International and regional perspectives and challenges"



Universidad del Salvador, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Argentine et IOHE
congreso@salvador.edu.ar – www.salvador.edu.ar/congreso

2-4 Novembre 2010: OpenED 2010 on OER: Impact and Sustainability

Universitat Obierta de Catalunya, Barcelone, Espagne
<http://openedconference.org/2010/>



20-24 octobre 2010: World Universities Congress on: What should be the new aims and responsibilities of universities within the framework of global issues?



Çanakkale Onsekiz Mart University, Çanakkale, Turquie
www.comu.edu.tr/english

30 mars-2 avril 2011: Observatory on borderless Higher Education 2011 Global Forum on Levelling the International Playing Field: A New Global Regionalism for Sustainable Partnerships, Student Mobility and Open and Distance Learning,



Banff, Canada
www.obhe.ac.uk/the_2011_global_forum_canada



L'AIU DRESSE UN BILAN DES PROJETS EN COURS

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, EDUCATION POUR TOUS ET OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT

L'Association a récemment achevé la première série des **sessions de renforcement des capacités** visant à renforcer les partenariats locaux avec les établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de l'**Education pour tous (EPT)** et des **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)** s'y rapportant.

Pourquoi ?

La date cible 2015 pour atteindre les objectifs de l'EPT et les OMD s'y rapportant approche. Pourtant, malgré une implication internationale accrue, il reste encore beaucoup à accomplir. L'AIU est convaincue que l'enseignement supérieur pourrait largement contribuer à la poursuite de ces objectifs ; tous les acteurs (y compris les établissements d'enseignement supérieur) n'ont cependant pas conscience de la richesse potentielle que le secteur de l'enseignement supérieur pourrait apporter à travers ses trois missions que sont l'enseignement, la recherche et le service communautaire.

Quoi ?

Ces sessions, intitulées **Envisager une initiative mondiale au niveau local**, ont été conçues pour cibler directement les organismes d'enseignement supérieur au plus haut niveau. Elles ont fourni une rare opportunité au personnel académique de haut rang, aux chercheurs et aux étudiants, de rencontrer des représentants d'autres secteurs de l'enseignement et des acteurs de l'EPT et des OMD liés à l'éducation – Ministères, organismes d'administration locaux en charge de l'éducation, ONG, écoles, associations de parents d'élèves et UNESCO. Il a été demandé aux participants de « sortir des sentiers battus » et d'envisager le rôle du secteur de l'enseignement supérieur sous un nouveau jour. En travaillant collectivement pendant deux jours, les participants ont échangé leurs idées et identifié des outils concrets visant à renforcer la participation de l'enseignement supérieur aux activités locales de l'EPT.

Quels résultats ?

La première session a été organisée avec l'Université autonome de l'Etat de Morelos, sur l'invitation d'Alejandro Chao Barona, expert du Groupe de référence de l'AIU sur l'ES et l'EPT. La session s'est tenue à Cuernavaca, Mexique, les 25 et 26 mai 2010, réunissant plus de 100 acteurs locaux, notamment les représentants de 16 universités du pays. La session s'est achevée par l'adoption de la Déclaration de Cuernavaca qui souligne l'importance de l'EPT et le besoin de mieux intégrer l'enseignement supérieur à l'EPT. Plusieurs comités chargés d'identifier les priorités de l'EPT et composés de représentants de l'enseignement supérieur et d'autres participants ont été créés en vue d'envisager les prochaines étapes.



Participation à la session de renforcement des capacités qui a eu lieu au Burkina Faso en juillet.

La seconde session s'est tenue les 8 et 9 juillet 2010 à Ouagadougou, Burkina Faso, et a été organisée en coopération avec l'Université de Ouagadougou et le Ministère de l'Education de base et de l'Alphabétisation. 40 représentants du secteur de l'enseignement supérieur, de l'éducation de base et du secondaire, des ONG, des associations de parents d'élèves et de l'UNESCO ont travaillé de concert – souvent pour la première fois – sur l'EPT. Une liste de recommandations sur les façons de rapprocher l'enseignement supérieur de l'EPT a été élaborée et validée par le groupe.

Ces sessions ayant servi de pilotes, un mode opératoire sera élaboré pour encourager les activités de renforcement des capacités.

Intéressés ?

Tout établissement intéressé par l'organisation d'une session de renforcement des capacités est invité à contacter Isabelle Turmaine à l'adresse suivante : i.turmaine@iau-aiu.net

PROGRAMME LEADHER

Edition spéciale du programme LEADHER : contribution des universités aux efforts de reconstruction à long terme de l'enseignement supérieur haïtien

Engagée à contribuer de manière constructive à l'effort de reconstruction du secteur de l'enseignement supérieur haïtien, dans le cadre d'un effort à long terme, coordonné et coopératif, impliquant de nombreuses organisations et agences, et suivant l'exemple des acteurs de l'enseignement supérieur haïtien, le Secrétariat de



L'AIU a décidé de proposer une édition spéciale du programme LEADHER destinée à soutenir l'enseignement supérieur haïtien. Avec ce projet, l'AIU espère permettre à ses Membres de créer et de mener des projets de collaboration et/ou de planification susceptibles de jeter les bases de futurs partenariats de reconstruction à plus long terme.

Pour cette édition spéciale du programme LEADHER, tous les partenariats ont dû notamment impliquer au moins un EES basé en Haïti.

Le concours a pris fin en mai et l'AIU a reçu plusieurs projets intéressants. Les quatre propositions suivantes ont été sélectionnées par le Comité de sélection de pairs pour obtenir un financement :

- **L'Ecole Supérieure d'Infotronique d'Haïti** (Haïti) & **l'Université Sains Malaysia** (Malaisie) œuvreront au renforcement des capacités post-catastrophe concernant différents aspects des secteurs de la médecine et de la santé ainsi que la construction de campus.
- **La Faculté de Médecine & de Pharmacie de l'Université d'Etat d'Haïti** (Haïti) & **l'Université Claude Bernard Lyon 1** (France) conduiront un projet visant à fournir un soutien pédagogique pour la formation des étudiants en pharmacie, comprenant notamment le développement des curricula – contribuant ainsi sur le long terme aux efforts de reconstruction du système de santé haïtien.
- **L'Université Quisqueya** (Haïti) & **l'University of the West Indies** (Jamaïque) organiseront et appliqueront les capacités haïtiennes existantes à l'urbanisme et l'aménagement du territoire et évalueront les moyens de les appliquer le plus rapidement possible à l'effort de reconstruction, grâce au soutien des Caraïbes (particulièrement en ce qui concerne la langue d'enseignement).
- **L'Université Quisqueya** (Haïti) & **l'University of the West Indies – Open Campus** (Jamaïque) développeront un projet axé sur la formation en ligne des enseignants.

Les bourses ont été octroyées et les projets sont en cours de réalisation.

Pour plus d'informations, veuillez contacter **Isabelle Devylder**, *Chargée de Programmes à l'AIU* (i.devylder@iau-aiu.net).

Préparer les diplômés à comprendre et promouvoir la durabilité dans leurs vies civiles et professionnelles – un projet LEADHER

L'Université James Madison (JMU, Etats-Unis) et l'Université Kenyatta (KU, Kenya) ont participé aux visites d'apprentissage financées par le Programme LEADHER de l'AIU. Les deux établissements ont pour objectif commun de préparer les

diplômés à comprendre et promouvoir la durabilité dans leurs vies civiles et professionnelles. La JMU et la KU considèrent que la durabilité est en soi un projet de réforme sociale et qu'elle devrait servir de base à la réforme institutionnelle.

Sur le plan des échanges liés à l'apprentissage, les deux établissements ont surtout cherché à en savoir plus sur leurs efforts respectifs en matière de durabilité, de respect de l'environnement dans les curricula et de services communautaires pour ensuite suivre l'évolution de ces échanges en poursuivant des projets communs. Après de nombreuses réunions et des conversations constructives, il a été décidé que le projet porterait spécifiquement sur l'énergie, l'eau et l'aménagement paysager des campus.

Les deux établissements ont préparé un protocole d'accord et développent actuellement un nouveau curriculum pour le programme d'études à l'étranger de la JMU au Kenya. Les universités s'attachent également à garantir un financement supplémentaire pour prolonger leur collaboration sur des questions fondamentales.

ACCES EQUITABLE ET REUSSITE EN ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – LE PROJET PILOTE DE L'AIU EST EN COURS

Dix établissements d'enseignement supérieur en Asie et dans les Amériques ont rejoint le projet pilote de l'AIU sur ***l'Accès équitable et la réussite en enseignement supérieur*** conçu pour en savoir plus et partager les enseignements des approches institutionnelles visant à améliorer l'entrée et la progression des étudiants issus de groupes sous-représentés.

En collaboration avec des membres de son Groupe de travail international, l'AIU a conçu un **Instrument d'autoévaluation institutionnelle** pour permettre aux établissements d'examiner systématiquement leurs politiques et programmes destinés à améliorer l'accès et la réussite des apprenants issus de groupes généralement marginalisés. Le questionnaire est également conçu pour aider les universités à collecter des informations et analyser leurs pratiques dans ce domaine. Les dix établissements invités à rejoindre le groupe pilote sont issus des dix différents pays des Amériques et d'Asie et leurs profils sont assez différents. Ce projet pilote a reçu l'aide financière de la Banque mondiale qui se penche également sur les thèmes de l'accès et l'équité dans l'enseignement supérieur.

L'AIU prépare actuellement la prochaine étape, à savoir l'organisation en collaboration avec l'Université d'Arizona (Etats-Unis) d'un atelier de deux jours prévu les **18 et 19 novembre 2010 à Tucson**, Arizona, qui réunira les représentants des universités pilotes, les membres du Groupe de travail de l'AIU et d'autres experts. L'objectif de l'atelier est d'analyser les résultats de l'autoévaluation, de partager les bonnes pratiques



institutionnelles visant à améliorer l'accès équitable et la réussite, d'examiner l'Instrument d'évaluation institutionnelle et d'évaluer dans quelle mesure son utilisation peut être généralisée à d'autres établissements. Les participants conseilleront également l'AIU sur d'autres initiatives que pourrait développer l'Association pour poursuivre « l'agenda sur l'accès équitable et la réussite ». L'atelier recevra un financement de la Fondation Lumina (Etats-Unis), grâce auquel toutes les universités pilotes pourront envoyer un représentant à Tucson.

Les dix établissements pilotes sont :

Université d'Etat de Campinas – UNICAMP, Brésil ■ Université de Battambang – Cambodge ■ Université Technique de Loja – Equateur ■ Université de Delhi – Inde ■ Université Syiah Kuala – Indonésie ■ Université de Champassak – RDP Lao ■ Université Sains Malaysia – Malaisie ■ Université pontificale catholique du Pérou – Pérou ■ Université interaméricaine de Porto Rico – Porto Rico, Etats-Unis ■ Université d'Arizona – Etats-Unis.

PROJET DE L'AIU SUR LE CHANGEMENT DE NATURE DES PROGRAMMES DOCTORAUX – SECONDE PHASE COMPLETEE



Visite institutionnelle de l'AIU à l'Université Kenyatta.

La seconde phase du Projet pilote de l'AIU sur le Changement de nature des programmes doctoraux en Afrique subsaharienne a été achevée cet été. Après avoir collecté les questionnaires d'enquête, **des visites institutionnelles** ont eu lieu à l'Université Kenyatta, Kenya, à l'Université Ilorin, Nigéria, à l'Université nationale du Rwanda, à l'Université des Sciences et Technologie du Bénin et à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal, en juin et juillet. Chaque visite a donné lieu à des réunions avec les équipes du projet identifiées au niveau local et d'autres membres du personnel universitaire, le Dr Ddembe Williams, Ouganda, consultant de l'AIU travaillant sur le projet, et le Dr Hilligje van't Land, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes de l'AIU responsable du projet. Les visites ont permis d'organiser des réunions avec tous les acteurs impliqués dans le processus ; des discussions approfondies sur les informations fournies dans

les questionnaires ; ainsi qu'une clarification et l'achèvement des diverses sections du questionnaire. Chaque visite a duré 4 à 5 jours. L'AIU analyse actuellement les données collectées et **prépare un rapport comparatif** qui servira de base pour le **Séminaire d'étude et de recherche** qui aura lieu du **8 au 10 novembre 2010** à l'**Université Ilorin, Nigeria**.

Contact : h.vantland@iau-aiu.net

PROJET AIU-GUNI-AUA SUR L'ESDD



Les établissements d'enseignement supérieur (EES) en Afrique subsaharienne jouent un rôle clé dans l'amélioration du développement durable en Afrique.

Le Réseau mondial pour l'innovation en enseignement supérieur (GUNI), l'Association internationale des universités (AIU) et l'Association des universités africaines (AUA) ont uni leurs efforts pour poursuivre l'agenda du développement durable et proposer un aperçu des actions majeures, des expériences et des pratiques que les établissements d'enseignement supérieur (EES) subsahariens ont développé pour intégrer les questions liées au développement durable dans leurs activités. Cette collaboration visera également à identifier les tendances émergentes et les lignes d'action prioritaires concernant l'intégration des questions de développement durable dans les activités des EES d'Afrique subsaharienne et à sensibiliser le public sur le rôle important des EES dans la promotion du développement durable dans la région.

Un questionnaire d'enquête a été envoyé à tous les EES d'Afrique subsaharienne. Les trois partenaires ont le plaisir d'annoncer que 15% d'entre eux ont participé au projet. Les résultats seront présentés lors de la 5^e Conférence internationale de Barcelone sur l'enseignement supérieur, organisée par le GUNI à l'Universitat Politècnica de Catalunya, à Barcelone, du 23 au 26 novembre 2010.



Going Global 2011

The international education conference

World education: the new powerhouse?

10 – 12 March, HKCEC, Hong Kong

Find out how to get involved:
www.britishcouncil.org/goingglobal

COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

Depuis l'envoi du dernier numéro de *AIU Horizons* à l'impression, l'AIU a représenté ses membres à une série de conférences internationales dont les thématiques sont en lien avec le travail de l'Association.

Deuxième Forum politique mondial et le Processus de Bologne

Deuxième Forum politique mondial et le Processus de Bologne

Le Président de l'AIU, Juan Ramon de la Fuente, ainsi que deux vice-présidents et la Secrétaire-générale, ont participé au deuxième Forum politique mondial organisé par l'Autriche et la Hongrie en liaison avec la Réunion ministérielle du 10^{ème} anniversaire du Processus de Bologne. La présentation du Président de l'AIU ainsi que la déclaration du Forum – entre autres – sont disponibles. www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/2010_conference/ (en anglais)



Réunion du Groupe consultatif des parties prenantes de l'AELO

Paris, France, 17 mars 2010

La Secrétaire-générale de l'AIU est membre du Groupe consultatif des parties prenantes de l'AELO dont la deuxième réunion s'est tenue le 17 mars. Cette deuxième réunion du Groupe a porté plus particulièrement sur le rapport d'avancement du Consortium ACER – chargé de développer les différents outils d'évaluation – et de sa douzaine de partenaires. Ces outils traiteront des résultats de l'apprentissage en matière d'ingénierie, d'économie, et de compétences génériques et pour chacun de ces domaines un groupe de pays s'est porté volontaire pour la phase de test. Pour toute information merci de vous référer au site. www.oecd.org/document/22/0,3343,fr_2649_35961291_41414832_1_1_1_1,00.html



Groupe de travail UNESCO/ADEA sur l'enseignement supérieur en Afrique

Paris, France, 17-18 mars 2010

L'AIU a participé à la 6^{ème} Réunion de la Task Force UNESCO/ADEA sur l'enseignement supérieur en Afrique qui avait pour but de faire le point des progrès et définir les actions de suivi à la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur de juillet 2009 de l'UNESCO et ses sessions spéciales sur l'Afrique. Le Prof. Is-Haq Oloyede, Président de l'AAU et Membre suppléant du Conseil de l'AIU y participait aussi. Chaque organisme participant, dont l'AIU, a été invité à présenter ses projets en lien avec l'Afrique. www.unesco.org/en/wche2009/special-focus-africa/



Going Global 4

Londres, RU, 24-26 mars 2010

Ross Hudson, Chargé de programmes à l'AIU, est intervenu à Going Global 4 et présentait les résultats préliminaires de la troisième enquête de l'AIU sur l'internationalisation. Le thème de la Conférence était : *World Potential: Making Education Meet the Challenge*. www.britishcouncil.org/goingglobal.htm



La Directrice du Centre d'Information et des Services de Communication de l'AIU, est toujours membre du jury des *Espoirs européens de l'innovation d'Innovact*, un concours sponsorisé par la Commission Européenne. Cette année, les trois prix ont été remis à des étudiants de l'ESSEC, Paris, France; de l'Université norvégienne de Science et Technologie, Norvège; de l'Institut de Technologie de Cork, Irlande. www.innovact.com/Espoirs-Europeens-de-l-Innovation,567



Réunion du Comité Directeur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Conseil de l'Europe (CoE)

Strasbourg, France, 24-25 mars 2010

La Directrice des Adhésions et du Développement des Programmes de l'AIU a participé à la réunion du Comité Directeur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Conseil de l'Europe (CoE) et y faisait une présentation sur la promotion du dialogue interculturel et de la culture démocratique par l'enseignement supérieur. Elle a également présenté le livre que le CoE et l'AIU préparent conjointement pour publication dans la Série 'Enseignement supérieur' du CoE: *Speaking across borders: the role of higher education in furthering intercultural dialogue*. www.coe.int/T/E/Cultural_Co-operation/



13^{ème} Conférence sur l'enseignement supérieur en Amérique du Nord du CONAHEC

Houston, Etats-Unis, 21-23 avril 2010

L'AIU faisait partie des nombreux sponsors de la 13^{ème} Conférence sur l'enseignement supérieur en Amérique du Nord du CONAHEC qui s'est tenue à l'Université Rice en avril dernier. Intervenant lors de la première session plénière, la Secrétaire-générale de l'AIU a partagé quelques résultats-clés au niveau de la région de l'enquête de l'AIU sur l'internationalisation. La conférence visait à promouvoir une pensée innovante et créative dans un contexte difficile pour les établissements d'enseignement supérieur nord-américains. www.conahec.org



6^{ème} Réunion du Comité directeur de l'initiative mondiale de renforcement des capacités en matière d'assurance qualité (GIQAC)

Windhoek, Namibie, 7-8 mai 2010

Participant à la 6^{ème} Réunion du Comité directeur de l'initiative



IAU COLLABORATION AND NETWORKING

mondiale de renforcement des capacités en matière d'assurance qualité (GIQAC), la Secrétaire générale de l'AIU a pu assister à la Conférence annuelle des réseaux régionaux d'assurance qualité organisée par le Réseau international des Agences Qualité de l'Enseignement supérieur (INQAAHE). Le financement du GIQAC par la Banque Mondiale arrivant à son terme cette année, le Comité directeur s'est principalement focalisé sur l'élaboration d'une stratégie pour soutenir dans le temps les activités et les résultats de l'initiative et identifier les possibles sources de financement.

www.unesco.org/en/higher-education/quality-assurance-and-recognition/quality-assurance/giqac/

Conférence annuelle de l'ACA (Academic Cooperation Association)



Cordoba, Espagne, 16-18 mai 2010

Ross Hudson, chargé de programmes à l'AIU, a pris part à la l'ACA – qui portait sur le thème de la mobilité des cerveaux (*Brains on the move – Gains and losses from student mobility*) – organisée en partenariat avec *Universidad.es*. L'AIU y a présenté des résultats sur la mobilité des étudiants de sa 3^{ème} enquête mondiale sur l'internationalisation ainsi que son nouveau service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS).

www.aca-secretariat.be

Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA) : EPT



Bonn, Allemagne, 17-19 mai 2010

La Directrice du Centre d'information et des Services de communication de l'AIU a assisté à la réunion du Bureau des ministres de l'ADEA, où elle a présenté les résultats du projet de l'AIU sur les liens entre l'enseignement supérieur/recherche et l'EPT/OMD et cherché des partenariats pour la seconde phase du projet. Pour plus d'informations sur le projet ou pour devenir partenaire, contacter : i.turmaine@iau-aiu.net / www.adeanet.org

Agence universitaire de la Francophonie (AUF) : Haïti



Québec, Canada, 24-25 mai 2010

La Secrétaire générale de l'AIU a participé aux Assises internationales pour la reconstruction du système universitaire haïtien organisées par l'AUF en mai dernier. L'objectif principal des Assises était de se mettre d'accord sur un plan d'action basé sur les besoins des responsables haïtiens et sur une stratégie de coordination des efforts. Les grandes lignes de ce plan et un certain nombre de projets en cours ou à venir de différentes organismes, réseaux et universités du monde francophone ont été discutés. Des propositions pour la création d'une association des établissements d'enseignement supérieur

en Haïti et la participation des étudiants haïtiens au renforcement des capacités éducatives du pays ont été faites par l'AIU. L'AIU a aussi fait la promotion de son programme LEADHER à destination d'Haïti. www.auf.org

UNIVERSIA : Pour un espace latino-américain de la connaissance socialement responsable



Guadalajara, Mexique, 31 mai – 2 juin 2010

Le Président de l'AIU, Juan Ramon de la Fuente, a présidé un atelier aux 2^{èmes} Rencontres des Présidents organisées par UNIVERSIA sur la mise en réseau et les associations d'universités dans l'espace mondial de l'enseignement supérieur (*Networking and University Associations in the New Global Higher Education Space*). Les intervenants comprenaient : le Président sortant de l'AIU et Secrétaire général de l'Association des Universités africaines (AAU), Goolam Mohamedbhai, le Président de la European University Association (EUA), Jean-Marc Rapp, le Recteur de l'Université des Nations-Unies (UNU), Konrad Osterwalder, le Président par interim de l'Association of Pacific Rim Universities (APRU), Wei Yang, et la Secrétaire-générale de l'AIU, Eva Egron-Polak.

<http://encuentroguadalajara2010.universia.net/index-en.html>

4^{ème} réunion du groupe consultatif de l'étude de faisabilité d'un classement mondial et multidimensionnel des universités



Bruxelles, Belgique, 7 juin 2010

Isabelle Turmaine, Directeur du Centre d'Information et des Services de Communication de l'AIU a participé à la 4^{ème} réunion du groupe consultatif de l'étude de faisabilité d'un classement mondial et multidimensionnel des universités, initiée par la Commission européenne et conduite par le CHERPA. Cette réunion traitait de la sélection des indicateurs pour les 5 dimensions du classement (enseignement ; recherche ; transfert de connaissances ; orientation vers l'international ; implication régionale) et la liste des établissements qui feront partie de l'enquête pilote (150 établissements majoritairement dans les domaines de l'ingénierie et de l'économie incluant des établissements hors Europe). www.u-multirank.eu

Journées d'étude de l'IIPE



Paris, France, 10-11 juin 2010

Isabelle Turmaine, Directeur du Centre d'Information et des Services de Communication de l'AIU a présidé les Journées d'étude sur *Les exclus de l'alphabétisation et de l'éducation pour Tous (EPT) : Le rôle des ONG et des universités* qui se sont tenues à l'Institut international de Planification de l'Éducation (IIPE), à Paris, France les 10 et 11 juin. Les Journées étaient organisées par le Groupe de Travail sur l'EPT du Comité de Liaison ONG-UNESCO, dont elle est la Présidente. Pour le rapport voir :

www.ngo-unesco.org/

A PARTIR DE SEPTEMBRE, L'AIU PARTICIPERA AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS SUIVANTES :

Conférence de la présidence belge de UE, "Youth on the Move - achieving mobility for all!" and ECTS and DS Label Award Ceremony
 2010, Anvers, 5-6 octobre 2010
<http://mobility.education2010.be/>



5^e Conférence internationale GUNI sur: Higher Education's Commitment to Sustainability: from Understanding to Action
 Barcelone, Espagne, 23-26 novembre 2010
www.guninetwork.org/conference2010



Conférence des Amériques sur l'éducation internationale BCEI, Conahec, OUI-IOHE et le département des Affaires étrangères et commerce international Canada
 Calgary, Canada, 20-23 octobre 2010



Internationalization of Higher Education and Research in Africa: responding to opportunities and challenges
 Kampala, Uganda, 4-5 novembre 2010
www.anienetwork.org



2^e Conférence des recteurs de ASEM : Coopération universitaire Asie-Europe: Contribution à la société du savoir au niveau mondial
 Korea University, Séoul 26-27 octobre 2010
www.asef.org/



2011 Conférence annuelle AIEA
 Westin St. Francis Hotel, San Francisco, 20-23 février, 2011
www.aieaworld.org/

7^e Conférence internationale PEACE sur la coopération académique avec les universités palestiniennes
 Universitat Politècnica de Catalogne, Barcelone, Espagne, 22-23 novembre 2010

➔ SI VOUS SOUHAITEZ PRENDRE CONTACT AVEC LES MEMBRES DE L'AIU PRENANT PART OU AYANT PRIS PART À CES ÉVÉNEMENTS, merci de nous contacter à : iau@iau-aiu.net

DÉCOUVREZ

Vie Universitaire

Le mensuel de référence de l'enseignement supérieur et de la recherche

le magazine

la newsletter



Merci de compléter ce bulletin et de joindre un chèque à l'ordre de Vie Universitaire.

Retournez le tout aux Éditions de la Vie Universitaire
 12, rue de la Montagne Sainte-Geneviève
 75 005 Paris
 ou par fax : 01 46 34 77 82

Frais de port supplémentaires : DOM : 8 euros
 TOM et ÉTRANGER : 16 euros

Le mensuel + La newsletter

Pour un abonnement individuel

Pour un abonnement administratif

Je m'abonne pendant **1 an** au prix exceptionnel de **95 €**

Je m'abonne pendant **1 an** au prix exceptionnel de **249 €**

Nom : Prénom :

Établissement :

Courriel :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Téléphone :

Date et signature :



NOUVELLES DES MEMBRES

Veillez nous tenir informer de tout changement de direction dans votre établissement (iau@iau-aiu.net)

Nouveaux Membres de l'AIU

L'AIU souhaite la bienvenue aux nouveaux membres qui se sont joints à l'Association depuis le mois de mars 2010.

INSTITUTIONS

Université de Palerme,
Argentine
www.palermo.edu



European Humanities University,
Lituanie
www.ehu.lt



University of Western Sydney,
Australie
www.uws.edu.au



St. Kliment Ohridski University,
FYROM – Macédoine
www.uklo.edu.mk



Applied Science University,
Bahrein
www.asu.edu.bh



Bahria University,
Pakistan
www.bahria.edu.pk



University de Mons (UMONS),
Belgique
<http://portail.umons.ac.be>



Belgorod University of Consumer Cooperatives,
Russie
www.bupk.ru/



Athabasca University,
Canada
www.athabascau.ca/



Russian State University for Humanities,
Russie
<http://rggu.com>



Sias International University,
République populaire de Chine
www.sias.edu.cn



Southern Federal University,
Russie
http://sfedu.ru/00_eng/



University of Technology "Bel Campus",
République démocratique du Congo
www.belcampus.org



Dar Al-Hekma College,
Arabie Saoudite
www.dah.edu.sa



Université d'Alexandrie,
Egypte
www.alex.edu.eg



Najran University,
Arabie Saoudite
www.nu.edu.sa



HAAGA-HELIA – University of Applied Sciences, Finlande
www.haaga-helia.fi/en



University of Gothenburg,
Suède
www.gu.se



All Nations University College,
Ghana
www.allnationsuniversity.org



Pamukkale University,
Turquie
www.pamukkale.edu.tr



Kwame Nkrumah University of Science and Technology, Ghana
www.knust.edu.gh



The Accreditation Council of Trinidad and Tobago,
Trinité et Tobago
www.actt.org.tt



Indian Institute of Information Technology,
Inde
www.iiita.ac.in



University of Banking of the National Bank of Ukraine, Ukraine
www.ubs.gov.ua



Université Syiah Kuala,
Indonésie
www.unsyiah.ac.id



Women's University in Africa ,
Zimbabwe
www.wua.ac.zw



Tarbiat Modares University,
Iran
www.modares.ac.ir



Kazakh National Technical University named after K.I. Satpaev, Kazakhstan
<http://ntu.kz/en>



Pour les nouvelles des membres (annonce de conférences, de postes, d'appels à publication, de bourses, de cours spécialisés, offre de partenariats et plus) merci de vous rendre à :
www.iau-aiu.net/other/other_news_members/index.html

ORGANISATIONS

Canadian Bureau for International Education (CBIE), Canada
www.cbie.ca



➡ VOUS SOUHAITEZ DEVENIR MEMBRE DE L'AIU ?

Veillez consulter notre site Internet www.iau-aiu.net ou nous contacter à l'adresse iau@iau-aiu.net

Dossier thématique :

L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN DANS LE MONDE 10^e anniversaire du processus de Bologne et lancement de l'EEES



Construire la société du savoir au niveau mondial : changements institutionnels et changements des systèmes

par **Juan Ramon de la Fuente**, Président de l'IAU et **Eva Egron Polak** (IAU),
Secrétaire générale de l'IAU (e.egron-polak@iau-aiu.net)



Le Président de l'IAU, Juan Ramon de la Fuente, le Professeur A.R. Dzulkifli, Vice-chancelier, Université Sains Malaysia et le Professeur Calzolari, ancien Recteur, Université de Bologne, tous deux Vice-présidents de l'IAU, et Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale de l'IAU, ont participé au **deuxième Forum politique mondial** organisé par l'Autriche et la Hongrie en liaison avec la **Réunion ministérielle du 10^{ème} anniversaire du Processus de Bologne**. C'est un honneur pour l'IAU d'avoir été sollicité pour prononcer le discours d'ouverture.

Dans sa présentation, qui a privilégié dès le départ une perspective mondiale et institutionnelle par opposition au contexte régional et ministériel, le Professeur de la Fuente a d'abord souligné que le développement crucial de ces vingt dernières années, qui constitue également le principal moteur de changement du secteur, est l'importance accordée aujourd'hui à l'enseignement supérieur, avec l'espoir qu'il pourrait apporter des solutions ou répondre aux multiples défis de la société. *Il existe un consensus général selon lequel aucun Etat, et par conséquent aucune société, ne peut se permettre d'ignorer la performance de son secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. Dans une économie mondialisée de plus en plus compétitive, les pays dont la base économique est la plus largement fondée sur la connaissance et qui possèdent la plus grande capacité d'innovation et la population la plus formée sont les plus à même de réussir*, a-t-il déclaré.

La construction de la société mondiale de la connaissance doit s'accompagner de la construction d'un système d'enseignement supérieur et de recherche divers, à la fois dans et entre les nations. Il est impératif que les responsables de l'enseignement supérieur, les décideurs politiques, le corps enseignant et les chercheurs se demandent si les politiques, les actions et les objectifs actuels à l'échelle mondiale vont dans le sens d'une plus grande convergence ou s'ils privilégient à l'inverse la diversité et envisagent des alternatives. Etant donné la situation de l'enseignement supérieur à travers le monde, le secteur dans son ensemble ne peut pas utiliser un seul « cadre de référence ». A l'inverse, des efforts devraient être consentis pour promouvoir le co-développement et la sauvegarde de

nombreux points de référence afin de rendre compte de la diversité des attentes suscitées par l'ES dans le monde entier.

Faisant écho au slogan de l'IAU « Pour une communauté mondiale de l'enseignement supérieur », le Professeur de la Fuente a soulevé la question suivante : les tendances actuelles en matière de régionalisation, d'internationalisation et de mondialisation rapprochent-elles ou éloignent-elles les EES de cet idéal et/ou de la société mondiale de la connaissance ?

Le Professeur de la Fuente a souligné qu'il est important d'analyser ce que l'enseignement supérieur au niveau mondial peut apprendre des efforts européens visant à construire l'Espace de l'enseignement supérieur (EEES) et ce que peuvent apporter au débat les non-participants au Processus de Bologne. Dans un forum sur l'enseignement supérieur, ces questions sont essentielles, notamment car il incombe aux universitaires et aux chefs d'établissements d'enseignement supérieur d'examiner de façon critique les différentes tendances et de les analyser avec recul et objectivité tout en enseignant aux étudiants partout dans le monde à faire de même. Ecouter les acteurs issus d'autres régions du monde fait partie de cette évaluation critique car l'impact du Processus de Bologne, et surtout des stratégies de globalisation qu'il initie de plus en plus, est perceptible dans le monde entier.

La société mondiale de la connaissance est également un concept très positif. De nombreuses questions concernant sa création demeurent néanmoins en suspens. Peut-elle être construite par des blocs régionaux concurrentiels ? Peut-elle être envisagée sans les pays du Sud ? Que doit-il être fait pour garantir que les citoyens de tous les pays participent, pas simplement en tant que sujets mais aussi en tant qu'acteurs investis dont la contribution enrichirait l'espace mondial ? L'enseignement supérieur deviendra-t-il simplement un secteur d'exportation ou un instrument de la diplomatie économique et politique ou peut-il devenir un secteur susceptible de servir de modèle pour de nouveaux types de relations collaboratives et de partenariats innovants ?



L'intégralité du texte du Professeur de la Fuente est disponible en ligne à l'adresse suivante :

www.iau-aiu.net/association/pdf/IAU-Vienna.pdf

Les références relatives aux articles de ce dossier sont indiquées en page 24.



Le Processus de Bologne revisité : prochaines régions et prochaines étapes ?

Entretien de l'AIU avec **Pavel Zgaga**, Professeur, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Ljubljana, Slovénie (Pavel.Zgaga@guest.arnes.si)

Univerza v Ljubljani *Le Professeur Pavel Zgaga est un expert du Processus de Bologne. L'AIU l'a interrogé sur le bilan des dix premières années de cette entreprise*



unique, ses résultats et ses réalisations, ainsi que sur l'avenir de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES).

Pavel Zgaga est Professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Ljubljana et est actuellement Directeur du Centre d'étude des politiques de l'enseignement (CEPS). Son enseignement et sa recherche portent sur la philosophie de l'éducation et les politiques en matière d'éducation, en particulier en ce qui concerne l'enseignement supérieur ; il a publié de nombreux ouvrages dans ces domaines, et est notamment l'auteur des livres suivants : « Higher Education in Transition » « Looking out – the Bologna Process in a global setting. On the 'external dimension' of the Bologna Process », et « The importance of education in social reconstruction: six years of the Enhanced Graz Process: developments, current status and future prospects of education in South-East Europe, amongst others ».

Dans les années 1990, Dr. Zgaga était Secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur (1992-1999), Ministre de l'Education et des Sports (1999-2000) et président d'un groupe de travail sur « l'éducation, la formation et la jeunesse » durant les négociations d'adhésion à l'UE (1998-1999). Il a également été membre du Conseil du Groupe de suivi du Processus de Bologne (BFUG-2004-2005) et rapporteur du Groupe de travail du BFUG sur la dimension externe du Processus de Bologne (2006-2007).

AIU : Selon certains observateurs, le Processus de Bologne est un « processus fragile qui a produit des résultats solides ». Si l'on dresse un bilan des dix dernières années, quelles ont été les principales réussites et les principaux échecs du Processus de Bologne, et quel a été selon vous l'impact décisif du Processus de Bologne ?

Pavel Zgaga : Selon moi, la principale réussite du Processus de Bologne a été de développer une nouvelle compréhension de la notion de coopération dans l'enseignement supérieur européen et mondial, en particulier dans le cadre du monde d'aujourd'hui, dans lequel la concurrence fait rage. Ces dix dernières années, le Processus de Bologne est non seulement parvenu à réunir les ministres européens sur une base biannuelle mais a également réuni les partenaires de l'enseignement supérieur, en rapprochant l'enseignement supérieur de Lisbonne à Vladivostok, etc. Le Processus de Bologne a entraîné la création d'un lieu de rencontre commun pour les décideurs et les partenaires, les analystes et les chercheurs, et a intensifié les discussions sur l'enseignement supérieur. Les activités de coopération ont également entraîné la création d'un cadre européen de qualifications, de normes de qualité et de directives. Avec de tels résultats concrets, le Processus de Bologne a été reconnu à juste titre comme un processus « gagnant ».

En revanche, sa principale faiblesse réside précisément dans le caractère ambivalent de sa réussite, à savoir sa position

hégémonique dans les discussions actuelles sur l'avenir de l'enseignement supérieur et les politiques d'enseignement supérieur. Aujourd'hui, l'étiquette Bologne est attribuée à tout ce qui se rapporte de près ou de loin à la sphère de l'enseignement supérieur. Si les responsables souhaitent appliquer une décision spécifique à travers un processus de consultation et d'approbation, ils avancent l'argument suivant : « Le processus de Bologne le réclame ! ». Par ailleurs, si des groupes critiques souhaitent s'opposer fermement à une distorsion spécifique au niveau institutionnel et national, ils déclarent : « Regardez ce qu'a entraîné le Processus de Bologne ». « L'omniprésence de Bologne » dans les discours sur l'enseignement supérieur me paraît étrange et contre-productive. Le Processus de Bologne ne pourra jamais à lui seul assumer toute la responsabilité nationale et institutionnelle de l'enseignement supérieur.

AIU : De nombreux documents soulignent que le Processus de Bologne connaît une certaine réussite dans la réalisation de ses objectifs. Par exemple, la Conférence des Recteurs allemands (HRK) a récemment établi que, dans le cadre du Processus de Bologne, 80% de l'ensemble des programmes d'études en Allemagne avaient adopté les nouveaux concepts de Master et de Licence au deuxième semestre 2009-2010. Ainsi, en Allemagne, trois quarts de tous les étudiants de première année se sont inscrits à des programmes de Licence et de Master. Il s'agit bien entendu d'un progrès notable. Néanmoins, dans votre contribution au rapport sur l'anniversaire du Processus de Bologne intitulé *The making of Bologna*, vous écrivez que la « vraie réussite ne peut être mesurée en termes de mise en œuvre définitive [...] mais s'inscrit davantage dans la recherche d'un nouvel élan et la re-conceptualisation ». Dès lors, comment voyez-vous l'évolution du Processus de Bologne et de l'EEES au cours des dix à vingt prochaines années, en particulier en ce qui concerne sa promotion à travers le monde ?

P.Z. : Nous devrions rappeler le problème qui se posait à nous en 1998 ou 1999. Il s'agissait à l'époque de considérer la question de l'avenir de l'enseignement supérieur dans un contexte européen et mondial en profonde mutation. Il s'agissait là d'une question stratégique. Un agenda détaillant les manières de répondre aux défis de l'époque a progressivement vu le jour et des « outils » ont été créés avec l'intention de les mettre en œuvre jusqu'en 2010. Il est vrai que la mise en œuvre de l'agenda a atteint un niveau important. Cependant, au moins deux nouveaux problèmes sont aujourd'hui d'actualité. Premièrement, la mise en œuvre n'a pas été parfaite, et deuxièmement l'agenda à proprement dit suggère encore des interprétations différentes. Néanmoins, il ne s'agit pas là des deux principaux problèmes ; les efforts de re-conceptualisation sont bien plus cruciaux. Quel est le problème aujourd'hui ? Cette question englobe des problèmes qui ont été soulevés ces dix dernières années. Elle nécessite une réflexion et une analyse approfondies. Pas une « solution définitive ».

IAU : Lors de la Conférence ministérielle 2010 du 10^{ème} anniversaire du Processus de Bologne, organisée à Budapest et Vienne début 2010, plusieurs parties prenantes ont exprimé la crainte que le Processus de Bologne n'apportait pas suffisamment de solutions à certains problèmes tels que le sous-financement et les inégalités socio-économiques entre étudiants. Quelles ont été d'une part vos impressions sur les débats de la réunion ministérielle, et sur ses conclusions d'autre part ? Les responsables politiques européens pourraient-ils faire davantage pour répondre aux problèmes liés aux difficultés financières rencontrées par de nombreux pays, sans affecter la progression du Processus de Bologne ?

P.Z. : La Conférence anniversaire a eu lieu à un moment où l'impact de la crise économique sur l'enseignement supérieur était devenu clairement perceptible en Europe. La question des disparités sociales dans l'enseignement supérieur était une question plutôt marginale au début du Processus de Bologne mais les différents acteurs, en particulier le Syndicat des étudiants européens (ESU), ont fait en sorte que cette question devienne un point spécifique de l'agenda de Bologne : la dimension sociale. Avec la crise actuelle, ce point est devenu encore plus important. La question du sous-financement des systèmes est encore plus délicate. Le Processus de Bologne est reconnu comme une action volontaire des Etats nations européens. Sur les plans juridique et politique, chaque Etat-nation est responsable de son propre système d'enseignement supérieur, y compris bien sûr de son financement. Je me souviens d'une discussion antérieure à l'adoption du Communiqué de Berlin (2003) au cours de laquelle un amendement avait été proposé au sujet du sous-financement. Cette discussion avait seulement débouché sur une communication succincte sur la nécessité d'apporter un « large soutien, y compris financier » dans le texte final.

Il semblerait que les questions qui constituent l'élément central des débats gouvernementaux et parlementaires des Etats-nations (à savoir le budget) ne soient pas totalement en phase avec le langage utilisé dans les documents de politique internationale. Il s'agit, selon moi, de la principale raison qui illustre l'écart entre la rhétorique et l'action ministérielle. Le Processus de Bologne à lui seul ne semble pas être un argument suffisant pour augmenter le budget national en matière d'éducation, et les Ministres de l'Education en sont parfaitement conscients. Néanmoins, dans le cadre de la crise actuelle, la situation devient de plus en plus morose. De nouvelles stratégies sont aujourd'hui nécessaires. Au niveau national, l'agenda de Bologne ne doit pas être simplement considéré comme un « caprice » du Ministre de l'Enseignement supérieur mais comme un agenda transsectoriel et un élément important du développement national en général. Au niveau international, il serait important de promouvoir un principe sain selon lequel le financement est un élément indispensable de la responsabilité publique en matière d'enseignement supérieur.

AIU : En juin 2010, la Commission européenne a créé une nouvelle Direction destinée à l'enseignement supérieur, dans le cadre de son agenda visant à moderniser l'enseignement supérieur, lequel s'inscrit dans le Processus de Bologne. Quel est votre sentiment à ce sujet ? S'agit-il selon vous d'une démarche bienvenue ?

P.Z. : Je n'ai pas assez d'informations à ce sujet pour apporter des commentaires détaillés. Jusqu'ici, la Commission européenne a déjà permis d'ouvrir des « fenêtres » et de connecter les systèmes et les établissements d'enseignement supérieur des pays de l'UE avec des partenaires du monde entier. Ceci a offert des outils utiles pour une coopération concrète. Une nouvelle Direction pourrait simplement s'apparenter à un changement administratif de l'organisation existante. Bien sûr, les universités apprécient toujours que la restructuration administrative reconnaisse l'importance du secteur de l'enseignement supérieur. Je ne crois pas que cette nouvelle soit annonciatrice d'une transformation significative de la Direction déjà en place.

AIU : En dehors de l'Europe, de nombreuses voix débattent des avantages et des inconvénients du Processus de Bologne. Certaines vont même jusqu'à dire que le Processus de Bologne accentue aujourd'hui la fuite des cerveaux au profit de l'Europe. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

P.Z. : Au moins en partie, ces voix font très probablement écho à l'« omniprésence de Bologne », aujourd'hui placé « dans un contexte mondial ». D'un autre côté, le reproche peut en partie se justifier. Dans le cadre de la stratégie mondiale de Bologne, le lien controversé entre les notions de coopération et de concurrence n'a pas encore été clarifié. Certaines pratiques se fondent évidemment sur un paradigme concurrentiel mais d'autres soulignent l'aspect coopératif. Pour couronner le tout, certains pays européens ne pourraient développer des stratégies concurrentielles qu'en rêve ; concrètement, ces pays doivent d'abord trouver des solutions pour juguler la fuite des cerveaux chez eux. Une chose est claire cependant : ce genre de reproches souligne le besoin urgent de re-conceptualisation.

AIU : Des voix critiques se sont également élevées contre le Processus de Bologne, à la fois parmi les étudiants et les professeurs. Quelles sont, selon vous, les principales préoccupations de ces groupes ? Leur opposition doit-elle être prise au sérieux et quels mécanismes doivent être selon vous mis en place pour répondre à ces critiques ?

P.Z. : Le Processus de Bologne constitue à la base une réponse aux voix critiques – à l'époque, l'accès était trop sélectif, la mobilité se heurtait à trop d'obstacles, la reconnaissance était problématique et les questions de la qualité n'étaient pas correctement abordées. Dix ans plus tard, les voix critiques ne devraient pas nous surprendre. En principe, elles devraient être perçues comme un bienfait. Ces voix ont néanmoins besoin d'un « mécanisme » d'analyse critique. Il est important de noter que ces groupes « critiques » ne constituent pas un monolithe ; ils représentent des « voix » diverses qui s'excluent parfois mutuellement. Les critiques concernent la mise en œuvre et certains principes. Néanmoins, ces deux horizons ne devraient pas être associés. Il est une nouvelle fois possible d'identifier les éléments de l'« omniprésence de Bologne » mais je me poserais de sérieuses questions si aucune voix critique ne s'était élevée dix ans après le lancement du Processus.

Cet entretien a été réalisé via courrier électronique en juillet 2010.



© Foto Semrad

Le Processus de Bologne et l'Espace européen de l'enseignement supérieur – Réalisations et défis

par **Barbara Weitgruber**, Ministère fédéral autrichien de la Science et de la Recherche, Groupe de travail « Ouverture internationale: l'enseignement supérieur européen dans un contexte international », Vienne, Autriche (Barbara.Weitgruber@bmwf.gv.at)

BM.W.F^a

Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung

La Déclaration de Bologne en 1999 a défini pour 2010 une vision d'un Espace européen de l'enseignement supérieur compétitif et attractif sur le plan international dans lequel les établissements d'enseignement supérieur, avec l'aide d'un personnel très engagé, peuvent mener à bien leurs diverses missions dans la société de la connaissance; et dans lequel les étudiants, tirant profit de la mobilité grâce à une reconnaissance facile et juste de leurs qualifications, peuvent suivre les parcours éducatifs les plus appropriés.»
(Déclaration de Budapest-Vienne sur l'Espace européen de l'enseignement supérieur, 12 mars, 2010).

Depuis 1999, 47 membres de la Convention culturelle européenne du Conseil de l'Europe ont adhéré au Processus de Bologne et se sont fermement engagés à mettre en œuvre les réformes collectivement approuvées de l'enseignement supérieur dans toute l'Europe. Dans un effort commun, les ministères et les pouvoirs publics en charge de l'enseignement supérieur, les établissements d'enseignement supérieur (EES), le personnel et les étudiants, les organisations représentant les employés et les employeurs, les agences d'assurance qualité, les organisations internationales et les institutions européennes se sont engagés dans ces réformes et ont façonné conjointement l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES).

Le Processus de Bologne est une coopération intergouvernementale volontaire et un processus de consultation fondé sur la confiance, la coopération et le respect de la diversité des cultures, des langues et des systèmes d'enseignement supérieur en Europe. Au sein de l'EEES, l'enseignement supérieur est considéré comme une responsabilité publique et ses grands principes englobent la liberté académique, l'autonomie et la responsabilité des EES.

L'enseignement supérieur est considéré comme un moteur du développement socioéconomique et de l'innovation. Les EES ont un rôle vital à jouer pour contribuer à développer des sociétés démocratiques, stables et pacifiques. Et ils offrent aux étudiants l'opportunité d'acquérir des connaissances et des compétences pour poursuivre leur carrière et leur vie en tant que citoyens démocratiques actifs tout en favorisant leur épanouissement personnel.

Comme prévu en 1999, l'EEES a été officiellement lancé en 2010 et les progrès du Processus de Bologne réalisés depuis ses débuts ont été évalués du point de vue de plusieurs parties prenantes. En près de onze ans, le Processus de Bologne a apporté des changements fondamentaux dans les structures de l'enseignement supérieur à travers l'Europe. Ces réformes ont eu lieu à une époque d'expansion rapide et sans précédent des systèmes d'enseignement supérieur.

Même si beaucoup de choses ont été accomplies dans la mise en œuvre des réformes sur les diplômes et les curricula et de l'assurance qualité, et que des efforts significatifs ont été consentis pour accroître la mobilité, la reconnaissance et la dimension sociale, il reste néanmoins de nombreux défis à relever. En fonction des systèmes d'enseignement supérieur respectifs et souvent en fonction de l'établissement d'enseignement supérieur individuel, les réformes ont été réalisées à des degrés variés, de façons diverses et à des rythmes différents.

Les manifestations des étudiants et du personnel dans un certain nombre de pays européens ont montré que certaines réformes n'ont pas été correctement mises en œuvre et l'idée de Bologne n'a pas été clairement communiquée et expliquée. Assez souvent, des mesures et des développements non liés au Processus de Bologne ont été critiqués et nombre de mythes sur Bologne ont ainsi vu le jour.

Lors de la « Conférence ministérielle anniversaire du Processus de Bologne » en mars 2010, il a donc été convenu par les 47 membres et parties prenantes participant au Processus de Bologne que davantage d'efforts mais aussi d'ajustements – le personnel et les étudiants étant les plus concernés – étaient nécessaires aux niveaux européen et national, mais surtout au niveau institutionnel, en vue de concrétiser l'EEES tel qu'il a été envisagé à l'origine en 1999.

Au départ, le Processus de Bologne était clairement axé sur la coopération intra-européenne et les mesures de réforme devaient façonner l'EEES. Ce n'est qu'en 2003 que l'intérêt croissant d'autres parties du monde a été pour la première fois pris en compte dans un Communiqué des ministres de Bologne. Entre-temps, l'importance de la coopération et du dialogue internationaux a été reconnue, comme il est mentionné dans la « Déclaration de Budapest-Vienne sur l'Espace européen de l'enseignement supérieur » du 12 mars 2010 :

Le Processus de Bologne et l'Espace européen de l'enseignement supérieur qui en découle sont des exemples sans précédent de coopération régionale au-delà des frontières dans l'enseignement supérieur qui ont suscité un intérêt considérable dans d'autres régions du monde et ont rendu l'enseignement supérieur européen plus visible sur la scène mondiale. Nous saluons cet intérêt et nous réjouissons à l'idée d'intensifier le dialogue politique et la coopération avec des partenaires du monde entier.

En partant de l'hypothèse selon laquelle l'apprentissage mutuel et le débat sur la réforme de l'enseignement supérieur, sur la coopération et la concurrence au niveau interrégional apportent une valeur ajoutée, un dialogue politique entre différentes régions du monde a été initié au niveau ministériel et au niveau des parties prenantes.

Au niveau ministériel, un Forum politique de Bologne s'est tenu à Vienne en mars, réunissant les représentants de 69 pays et



11 organisations pour débattre des changements systémiques et institutionnels de l'enseignement supérieur dans la société internationale du savoir en cours. Les participants ont convenu de mettre en place un réseau d'interlocuteurs pour mieux gérer le flux d'informations et les activités conjointes ainsi que pour accueillir les initiatives des établissements et des organisations en vue de promouvoir le dialogue et la coopération entre les EES, le personnel et les étudiants à travers le monde.

En mars 2010, l'EEES a été officiellement lancé, mais il est encore en train de prendre forme tandis que le Processus de Bologne se

poursuit. Il ne s'agit pas d'un produit fini mais d'un processus. Il ne s'agit pas d'une solution internationale « clé en mains » mais d'une solution européenne, un modèle de coopération régionale digne d'être partagé. Le dialogue international est crucial pour aider à briser certains mythes de Bologne, partager les bonnes pratiques liées au processus de réforme de l'enseignement supérieur et apprendre les uns des autres.

Informations sur le Processus de Bologne et l'EEES : www.bologna2009benelux.org et www.ehea.info



Bologne et au-delà : l'Espace européen de l'enseignement supérieur face à de nouveaux défis

par *Sjur Bergan*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, France (Sjur.BERGAN@coe.int)



« Le Processus de Bologne est mort – longue vie à l'Espace européen de l'enseignement supérieur » pourrait être la devise de cette année en ce qui concerne

l'enseignement supérieur en Europe. Le slogan comporterait une part significative de vérité mais serait néanmoins trop simpliste.

A la mi-mars, les ministres de 47 pays se sont réunis pour proclamer l'établissement de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES). Deux aspects symboliques importants ont marqué la réunion. Cette dernière a d'abord commencé à Budapest et s'est achevée à Vienne. Sans les changements politiques opérés il y a deux décennies, une telle rencontre aurait été inimaginable, tout comme l'idée même d'un Espace de l'enseignement supérieur s'étendant à tout le continent. Deuxièmement, le Kazakhstan est le 47^e membre ayant rejoint l'EEES, adhésion qui aurait également été inimaginable il y a 20 ans.

D'une certaine façon, le Processus de Bologne, lancé en 1999 pour établir un Espace européen de l'enseignement supérieur, a donc atteint son objectif et accompli beaucoup de choses. Il a rassemblé les pays européens pour qu'ils réforment l'enseignement supérieur en étroite collaboration. Les directives globales de réforme sont approuvées au niveau européen puis mises en œuvre et adaptées au niveau national, ce qui signifie dans bien des cas au niveau de chaque établissement d'enseignement supérieur. Le nombre de pays engagés dans cette coopération a augmenté de façon soutenue, passant de 29 il y a onze ans à 47 aujourd'hui. Dans un sens, l'avancée décisive a eu lieu en 2003, lorsque la Convention culturelle européenne est devenue le cadre à l'intérieur duquel l'EEES devait être établi. Ceci a permis à la Russie, l'Ukraine et d'autres pays européens dont l'attachement à l'UE est moins fort, de prendre part à la coopération.

Inutile cependant de regarder bien loin pour voir que le Processus de Bologne n'a pas créé un espace de perfection. De nombreuses manifestations étudiantes en témoignent mais beaucoup de ces manifestations ont révélé un certain nombre d'inquiétudes concernant la réforme de Bologne proprement

dite – notamment l'inquiétude selon laquelle dans certains pays, les réformes n'ont pas été correctement mises en œuvre – d'autres problèmes liés à l'enseignement supérieur tels que le financement et les infrastructures, l'insatisfaction générale envers le gouvernement en place et les manifestations altermondialistes. Certains des maux imputés à « Bologne » ont très peu de rapport avec l'EEES.

Néanmoins, le Processus de Bologne n'a pas atteint tous ses objectifs, comme cela a déjà été prouvé par les nombreuses évaluations faites ces dernières années. La première décennie s'est concentrée sur la réforme structurelle et les résultats sont positifs dans l'ensemble mais pas de manière uniforme. Tous les pays ont désormais des systèmes de diplôme en trois cycles et dans la plupart des pays, un nombre significatif de nouveaux étudiants est inscrit dans des programmes de « nouveau style » même si certaines disciplines comme la médecine sont des exceptions. L'EEES dispose d'un cadre global de qualification et la plupart des pays s'appêtent à développer leurs cadres nationaux, mais le délai fixé initialement s'est avéré peu réaliste et a dû être prolongé jusqu'en 2012. Nous disposons de normes et directives européennes en matière d'assurance qualité et un Registre européen de l'assurance qualité (EQAR), répertoriant les agences qui se conforment aux directives, a été lancé en 2008. La Convention Conseil de l'Europe/UNESCO sur la reconnaissance est le seul texte juridiquement contraignant de l'EEES définissant les normes selon lesquelles les qualifications devraient être reconnues au-delà des frontières. Elle a été ratifiée par tous les pays de l'EEES à l'exception de la Grèce et de l'Italie mais les pratiques de reconnaissance restent inégales dans l'ensemble de l'EEES. Tandis que la convention stipule que pour justifier une non-reconnaissance, la différence entre les qualifications doit être significative, un trop grand nombre d'évaluateurs ont une vision étroite du degré de similarité nécessaire entre les qualifications pour accorder la reconnaissance.

Lorsque nous nous projetons vers la prochaine décennie de l'EEES, la mise en place des structures émerge comme l'un des défis les plus complexes. Ces structures seront généralisées une fois que les pays auront développé leurs cadres nationaux de



qualification mais ne fonctionneront que si l'on considère qu'elles peuvent faire une différence dans la vie des apprenants et les pratiques des établissements. Les résultats d'apprentissage et les cadres de qualification ont le potentiel d'aider les apprenants mais peuvent également être réduits à des descriptions formelles qui véhiculent « les bonnes choses » sans changer réellement de pratique. Le danger est accentué par le fait qu'il s'agit de réformes ambitieuses et que dans de nombreux pays et établissements, elles nécessitent un changement culturel conséquent. Toutefois, l'essence même de l'éducation est de faire évoluer les mentalités et les façons établies de voir et d'envisager les choses.

Associer la réforme des structures à une discussion sur ce que devrait être l'éducation est un autre défi de taille. Quelqu'un qui suivrait de loin le débat européen sur l'éducation serait excusé si il ou elle venait à croire que l'éducation a un but ultime : préparer au marché du travail. Il s'agit bien sûr d'un objectif important mais ce n'est pas le seul. L'éducation détermine le type de société que nous souhaitons et doit donc doter les individus de compétences pour accéder à la citoyenneté démocratique et l'emploi ; elle doit encourager l'épanouissement personnel des apprenants ainsi que l'aptitude des sociétés à développer une base de connaissances vaste et approfondie. L'éducation doit nous aider à obtenir le type de métier que nous souhaitons mais doit avant tout faire de nous le type de personne que l'on souhaite et nous permettre de développer le type de société dans laquelle nous souhaitons vivre.

L'EEES doit donc répondre au défi de l'employabilité mais aussi à celui de l'égalité des chances dans l'enseignement

supérieur, notamment en termes de mobilité académique. La dimension sociale est moins facile à définir que les changements structurels mais cela ne la rend pas moins importante. L'EEES doit poursuivre ses réformes tout en s'ouvrant au monde. Ces dernières années, un certain nombre de termes maladroits ont été inventés pour parler de la relation entre l'EEES, qui est en soi international, et la grande partie du monde se situant au-delà de ses frontières mais qui y attache néanmoins un grand intérêt. L'EEES ne devrait pas être recopié dans le détail mais un grand nombre de ses politiques et expériences peuvent intéresser ceux qui souhaiteraient réformer leurs propres systèmes éducatifs aux niveaux national ou régional. Néanmoins, la dimension internationale de l'EEES implique également qu'il serait bon de considérer les politiques et les pratiques existant partout ailleurs avec la même ouverture d'esprit que nous souhaiterions que les autres adoptent à propos de l'enseignement supérieur européen.

L'EEES rentre dans sa seconde décennie, fort de réalisations considérables qui, même si elles ne sont pas une image de la perfection, sont probablement bien plus solides que la plupart d'entre nous n'auraient osé l'imaginer en 1999. Cependant, les défis sont également considérables et englobent notamment : l'objectif ambitieux d'atteindre 20 % de mobilité d'ici à 2020 en achevant les cadres nationaux de qualification, la concrétisation des réformes structurelles, et offrir aux personnes issues de milieux défavorisés davantage de possibilités de poursuivre des études d'enseignement supérieur. Par-dessus tout, nous devons baser nos réformes sur une vision holistique de l'enseignement supérieur : il doit préparer les apprenants à prospérer et faire prospérer les autres.



Bologne, 10 ans après : le point de vue des étudiants

par **Christian Hemmestad Bjerke**, Comité des affaires académiques, Syndicat des étudiants européens (ESU), Bruxelles, Belgique (chrjbjerke@gmail.com)



Le Syndicat des étudiants européens (ESU) est l'organisation faitière de 45 syndicats

étudiants nationaux dans 37 pays et représente à travers ses membres plus de 11 millions d'étudiants. L'ESU joue un rôle central dans le processus de Bologne depuis les premières réformes initiées il y a plus de dix ans. En mars, des représentants des étudiants de toute l'Europe se sont réunis à Vienne pour le Sommet européen de l'étudiant qui s'est tenu avant la conférence ministérielle. Lors du sommet, nous avons lancé notre publication : *Bologna At the Finish Line – an account of ten years of European higher education reform*. L'ouvrage est une analyse approfondie des dix dernières années de réforme perçues par les étudiants européens (disponible sur notre site Internet), et je tenterai dans cet article de présenter quelques conclusions sur les avantages et les inconvénients du Processus de Bologne et présenterai surtout certaines idées sur les futurs défis de l'Espace européen de l'enseignement supérieur.

A bien des égards, le Processus de Bologne est unique : les réformes radicales qui ont transformé le visage de l'enseignement supérieur en Europe sont incomparables dans le monde. Initiée et développée par les divers pays et organisations, la participation des parties prenantes est au cœur du Processus de Bologne. L'inclusion de la dimension sociale est un excellent exemple de la manière dont certains acteurs comme les étudiants peuvent influencer et améliorer le Processus de Bologne. La mobilité en est un autre exemple, avec l'objectif ambitieux d'atteindre 20 % d'étudiants mobiles d'ici à 2020. Le Processus de Bologne repose sur la bonne volonté de ses membres et ceci garantit la participation et la coopération. Néanmoins, le Processus de Bologne dispose de peu d'outils permettant de garantir que les pays tiennent leurs promesses.

L'ESU attire l'attention depuis plusieurs années sur le fait que le Processus de Bologne doit être entièrement mis en œuvre par ses pays membres. Nous avons trop souvent assisté à des conflits d'intérêts entre les agendas nationaux et le Processus de Bologne au niveau européen, les pays ayant introduit diverses politiques sous l'étiquette « Bologne » afin de satisfaire la demande

populaire. Pour l'ouvrage *Bologna at the Finish Line*, l'ESU a mené une enquête auprès de nos syndicats membres et nous avons découvert qu'une mise en œuvre limitée voire mauvaise « a déclenché des effets négatifs : inflexibilité des curricula, augmentation du coût des études, absence de reconnaissance (et) davantage de défis en termes de mobilité (...) ».¹

Je souhaiterais également exposer certaines idées sur l'avenir du Processus de Bologne. Comme l'ont clairement souligné les ministres dans le Communiqué de Leuven / Louvain-la-Neuve de 2009, la « ligne d'arrivée » du processus de Bologne a été repoussée jusqu'en 2020 au minimum. Du point de vue de l'ESU, le Processus de Bologne n'a en aucun cas été entièrement mis en œuvre pas ses nations membres. Ceci est particulièrement vrai pour les pays qui ont rejoint le processus ces dernières années. Au fur et à mesure que le processus de Bologne prend de l'ampleur, davantage d'efforts sont nécessaires pour garantir une mise en œuvre adéquate et homogène des lignes d'action de Bologne dans toute l'Europe. Une mise en œuvre partielle entache la crédibilité et l'impact de tout le processus.

Le plus grand défi qui émergera au cours des prochaines années pourrait être perçu comme un paradoxe – le processus de Bologne doit rester pertinent, à la fois pour les parties prenantes et les nations. Permettez-moi de développer ce point. Nous avons été témoins ces dix dernières années de réformes continues menées dans le secteur de l'enseignement supérieur en Europe et avec le Communiqué de 2009, peu de signes annoncent un ralentissement de ces réformes. Il est capital que

1. Ligia Deca, Introduction de « Bologna at the Finish Line », publié par le Syndicat des étudiants européens, Bruxelles, février 2010.

le Processus de Bologne reste sur l'agenda européen en matière d'enseignement supérieur. Si le Processus de Bologne perdait son élan, plusieurs éléments clés des réformes ne seraient pas mis en œuvre, et « Bologne » – en tant que projet mené pas ses parties prenantes – pourrait échouer.

La crise financière actuelle a laissé les finances publiques dans un état lamentable dans toute l'Europe. Des coupes budgétaires ont été introduites dans une large gamme de biens et services publics, l'enseignement supérieur ne dérogeant pas à la règle. Le Processus de Bologne doit être capable de s'adapter à ce défi et proposer des idées et des initiatives qui seront la preuve que l'investissement dans l'éducation et la recherche est la solution à la crise, de sorte que l'attention soit à nouveau portée sur les processus au niveau européen et non sur les questions d'ordre national. L'élan du processus de Bologne est clairement menacé et il sera difficile de relancer cette initiative si le processus est « mis en veille » au cours des années à venir.

En résumé, le Processus de Bologne est l'occasion pour les étudiants et autres parties prenantes d'influencer et de définir la politique d'enseignement supérieur tout en revitalisant l'enseignement supérieur en Europe. Le Processus de Bologne associe les idéaux de liberté académique et de participation consultative au besoin d'établir un secteur de l'enseignement supérieur européen solide. Dans un contexte et une perspective mondiale, le Processus de Bologne a besoin de partisans engagés et l'ESU continuera d'attirer l'attention sur l'enseignement supérieur et d'encourager son financement. Le besoin et l'importance du savoir et de l'éducation n'ont jamais été aussi grands.



Le Processus de Bologna au Maghreb

par **Ahmed Ghouati**, Maître de Conférences à l'Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, France (aghouati@wanadoo.fr)



Rarement un processus de réformes éducatives aura connu une adhésion aussi rapide d'un nombre

aussi important de pays appartenant à différentes régions du monde. Cependant l'hégémonie des critères économiques réduit la portée politique et pédagogique du processus de Bologne et risque de changer la nature même de l'Université.

Un élargissement rapide, mais un processus plus économique que politique

De la déclaration de Bologne (1999) à la conférence de Budapest et Vienne (lancement de l'espace européen d'enseignement supérieur, 2010), ce sont 47 pays signataires du processus de Bologne et une adhésion d'une majorité de pays du Moyen orient, de l'Asie, de l'Afrique au Nord et au Sud du Sahara, etc.

A l'origine, vecteur de coopération interuniversitaire, d'échanges culturels et d'affirmation d'un « modèle européen »,

ce processus semble avoir échappé au politique pour devenir un instrument d'experts au service d'une « économie de la connaissance », définie dans la stratégie de Lisbonne.

Au Maghreb, hormis la Lybie qui ne semble pas avoir adhéré et la Mauritanie qui n'a commencé à l'appliquer qu'en 2008-2009, le processus est entré en application quasiment en même temps qu'en Europe. Après la libéralisation économique, les gouvernements d'Algérie, du Maroc et de Tunisie avaient décidé au début des années 2000 de réformer leurs systèmes d'enseignement supérieur grâce au processus de Bologne (réforme LMD, New management public, évaluation de la recherche, assurance qualité, etc.) et avec l'appui de la banque mondiale. Avant même le démarrage du processus en 2006, la Tunisie avait bénéficié d'un prêt de la banque mondiale.

Pour les trois pays maghrébins, il s'agissait de mettre à niveau des systèmes d'enseignement supérieur confrontés à une massification, professionnaliser une partie des diplômés, changer le mode de gouvernance, introduire une démarche d'assurance qualité et évaluer les systèmes nationaux d'innovation et de recherche.



Un bilan plutôt décevant pour le Maghreb

Dix ans après le lancement du processus, la commission européenne se félicite des résultats obtenus, même si celui-ci est inégalement appliqué et/ou différemment contesté selon les pays. Pour la conférence des ministres européens de l'enseignement supérieur « tous les objectifs n'ayant pas été complètement atteints, leur mise en œuvre au plan européen, national, et dans les établissements nécessitera une impulsion et un engagement renforcés après 2010 ».

Au Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances. Dominé par des soucis d'administration et de gestion des flux d'étudiants, partout le mode de gouvernance est à changer. Dans la prise de décision, le pilotage actuel ne fait pas de véritable place pour les communautés universitaires. En outre, malgré des investissements étatiques très significatifs pour dynamiser et/ou renforcer la relation recherche-entreprises, les professionnels sollicitent peu les chercheurs locaux.

En Algérie, la réforme LMD a été introduite en tant qu'option (avant sa généralisation dès 2009-2010). Pris comme indicateur, le taux d'inscription des étudiants dans les filières LMD, offrant pourtant beaucoup de licences professionnelles, est faible comparativement aux filières classiques : en 2007-2008, 15% d'étudiants avaient opté pour l'une des filières proposées. Comment alors convaincre étudiants et professionnels que la nouvelle licence (en 3 ans) est meilleure que la licence classique (en 4 ans) ?

Au Maroc, dès 2003-2004 il y a eu généralisation de la réforme LMD – en professionnalisant de plus en plus de licences – mais dans le secteur non sélectif. Dans le secteur sélectif la réforme a commencé seulement en 2006-2007. Mais les autorités constatent qu'il n'y a toujours pas d'adéquation formation-

emploi, les enseignants manquent de formation pédagogique et les étudiants optent encore massivement pour les filières de lettres et sciences humaines au détriment des filières scientifiques et professionnelles. Un plan d'urgence 2009-2012 a été arrêté pour soutenir les réformes en cours.

L'entrée tardive de la Tunisie dans le processus ne l'empêche pas d'avoir le soutien et les encouragements de la banque mondiale. Mais, malgré la professionnalisation des formations universitaires – 478 licences professionnelles, contre 216 licences fondamentales en 2008-2009 –, l'adéquation formation-emploi reste faible de l'avis même des professionnels. Ce qui n'a pas empêché le ministère de l'enseignement supérieur d'exiger, depuis 2009, que les 2/3 des offres de formation en licence et master soient professionnelles.

Dans les trois pays l'emploi des diplômés constitue un sérieux problème, compte tenu de la très faible demande locale. Peut-on changer cet état de fait en décidant le lancement d'une démarche qualité de manière administrative et sans évaluation de l'existant ? Comparativement à la région MENA, sur quatre critères – accès, équité, qualité et efficacité de l'éducation –, la banque mondiale (2007) estime qu'au Maghreb la Tunisie et l'Algérie ont de meilleurs résultats leur permettant d'approfondir les réformes en cours.

Se posent néanmoins quelques questions : Comment approfondir un processus de réformes initié sans les principaux intéressés (enseignants, étudiants et personnels) ? Le modèle de la rationalité économique qui pousse à professionnaliser de plus en plus l'Université, n'est-il pas en contradiction avec les normes scientifiques et éthiques universelles qui font l'Université ?

Les références relatives aux articles de ce dossier sont indiquées en page 24.



Impact du Processus de Bologne en Afrique

par **Pr Isaac N. Obasi**, Département d'Administration publique, Université d'Abuja, Nigéria (zikobasi@yahoo.com), & **Dr Akinpelu O. Olutayo**, Maître de Conférence, Département de Sociologie, Université d'Ibadan, Nigéria (lantopamtu@yahoo.com)

Cadres permettant de comprendre l'impact du Processus de Bologne

Deux grands cadres sont utiles pour évaluer l'impact du Processus de Bologne en dehors de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES), particulièrement en Afrique. Le premier est un *cadre descriptif* qui apporte une compréhension contextuelle des répercussions de l'adoption du Processus de Bologne en Europe sur l'enseignement supérieur africain. Le second est un *cadre analytique* qui évalue d'un œil critique

les résultats des changements opérés dans les systèmes d'enseignement supérieur africains depuis l'adoption du Processus de Bologne. En ce qui concerne le premier cadre, la question soulevée en avril 2007 par la revue *World Education News and Reviews* (WENR) propose une vue d'ensemble certes datée mais néanmoins intéressante. (www.wes.org/ewern/PF/07apr/pffeature.htm).

Cet article s'attachera à étudier certaines dimensions cruciales du Processus de Bologne en Afrique.

La nature changeante de l'enseignement supérieur en Afrique

Au cours des dix dernières années, les universités africaines n'ont quasiment pas conduit de réformes majeures dans le secteur de la production de connaissances mais sont restées en grande partie consommatrices de connaissances. Sous l'impulsion de la mondialisation, le Processus de Bologne a constitué un facteur de

changement important en Afrique, comme l'analysera cet article, même s'il faut souligner qu'historiquement, les changements au sein des universités africaines ont toujours été initiés plus tardivement qu'en Europe et en Amérique du Nord.

Evaluation de l'impact

L'article s'articule autour des critères d'évaluation constituant les principales voies de la coopération extra-européenne identifiées par le Groupe de travail sur la dimension externe du Processus de Bologne (www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna).

1. Promotion du Processus de Bologne

L'effort de l'EEES visant à faire la promotion du Processus de Bologne semble avoir atteint ses objectifs en ce qui concerne l'Afrique. Dix ans après le lancement du Processus de Bologne, l'Afrique a mis en œuvre plusieurs processus de réforme au niveau continental afin d'harmoniser l'enseignement supérieur africain dans la lignée du Processus de Bologne. Par exemple, ces initiatives incluent l'organisation d'une conférence à l'échelle continentale sur *L'adaptation des universités africaines au Processus de Bologne*, à Lubumbashi, République démocratique du Congo, en juillet 2007. Une autre initiative plus récente et plus importante est le projet *Accès à la réussite* – une initiative collaborative entre l'Association des universités africaines (AUA) et l'Association européenne de l'université (EUA) qui vise notamment à « encourager la confiance et l'échange entre l'Europe et l'Afrique » ainsi qu'à « accroître l'attractivité de l'enseignement supérieur européen » (Access to Success, 2010).

2. Adoption et mise en œuvre des principales caractéristiques du Processus de Bologne

Bien qu'il existe plusieurs degrés d'adoption et de mise en œuvre du Processus de Bologne à travers les différentes sous-régions d'Afrique, toutes les sous-régions ont entrepris des mesures concrètes pour mettre en œuvre ce qu'elles considèrent comme les avantages tangibles du Processus de Bologne. Par exemple, dans la région du Maghreb (ex: Algérie, Maroc et Tunisie) et d'autres pays francophones, des efforts considérables ont été consentis pour appliquer le système LMD (Licence-Master-Doctorat) – principal mécanisme d'harmonisation du Processus de Bologne. En Afrique anglophone (Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud), un grand nombre de mécanismes d'harmonisation ont été mis en œuvre, notamment l'adoption du système de crédits, l'introduction des sessions semestrielles, et le système LMD. A l'Université du Botswana – dans laquelle travaillaient les deux auteurs au moment de la parution de leur premier article ciblé sur le présent sujet – les mécanismes mentionnés ci-dessus sont déjà en place et d'autres initiatives de réforme sont en cours d'examen, y compris la possibilité de modularisation des programmes d'études et l'adoption d'un cadre de qualifications.

3. Partenariat de collaboration

L'une des principales voies pour atteindre les objectifs du Processus de Bologne sont les partenariats de collaboration, lesquels « génèrent des activités mutuellement bénéfiques dans les domaines du partage des valeurs académiques entre les établissements européens et non-européens » (WENR, 2007). En ce qui concerne l'Afrique, cet objectif est en partie réalisé à

travers la mise en œuvre de deux programmes d'échange: le programme *Tempus* (qui englobe des pays d'Afrique du Nord) et le programme *Erasmus Mundus* (qui inclut d'autres pays africains dans la catégorie « pays tiers »). Toujours en ce qui concerne l'Afrique, le projet *Accès à la réussite* est une récente initiative de collaboration, comme il est mentionné plus haut. Dans le cadre de cette initiative, trois événements clés ont déjà eu lieu: des ateliers de travail sur *l'Accès à la rétention en Europe et en Afrique*, organisé à Addis Abeba, Ethiopie, en novembre 2009; « *Vers une vision coordonnée des partenariats d'enseignement supérieur Europe-Afrique: aider au renforcement des capacités institutionnelles en Afrique* », organisé à Oslo, Norvège en février 2010; et « *Mobilité entre l'Afrique et l'Europe* », organisé à Accra, Ghana, les 3 et 4 mai 2010 (Voir Access to Success, 2010).

4. Pertinence des changements inspirés par le Processus de Bologne

Les auteurs ont le sentiment, à l'instar de Robertson (2008), que le Processus de Bologne en Afrique a eu un impact à la fois en termes d'aspirations et d'inspirations. Par exemple, il a donné naissance à de nouveaux aspects et de nouvelles formes de coopération régionale dans l'enseignement supérieur africain. Ce qui est en train de se produire dans la région du Maghreb, de même qu'au sein de l'Association régionale des universités d'Afrique australe (SARUA), en est une bonne illustration. Outre ces exemples, on note une coopération croissante au sein des groupements linguistiques anglophones et francophones. Il y a donc des raisons de croire que la promotion de la mobilité intra-africaine entre les universitaires s'est renforcée ces derniers temps, comme l'a signalé Oyewole Olusola de l'AUA lors de la première réunion de dialogue entre les recteurs africains et européens à Addis Abeba en 2009 (Access to Success, 2010).

D'un point de vue critique cependant, le Processus de Bologne a fait naître certaines inquiétudes chez les Africains. L'un des objectifs d'Erasmus Mundus est « de contribuer au développement des ressources humaines et au développement de la capacité de coopération internationale des établissements d'enseignement supérieur des pays tiers en renforçant les flux de mobilité entre l'Union Européenne et ces pays » (EACEA, 2010). C'est à travers ce programme que les pays africains espéraient tirer des bénéfices significatifs du Processus de Bologne. Malheureusement, le processus se transforme en « pompe » qui aspire les cerveaux africains, ce que l'on nomme communément « la fuite des cerveaux » (Obasi and Olutayo, 2009). Par ailleurs, dans une enquête récente conduite en Suède, 76,5% des étudiants africains envisagent de rester en Suède pendant trois ans voire plus après leurs études. Parmi les 21 étudiants spécialement sélectionnés pour un entretien approfondi, aucun des étudiants originaires d'Afrique de l'Ouest n'envisage de rentrer chez lui. Ceci fait naître de sérieuses craintes sur les conséquences involontaires du programme Erasmus Mundus. De même, dans un article de Khelifaoui (2009), le Processus de Bologne a été décrit comme une contrainte imposée de l'extérieur et le retour à une situation coloniale qui corrompt les intérêts nationaux de l'Afrique. Comme l'affirme Khelifaoui, en Europe et en Amérique du Nord, l'option internationale est définie par les limites des options nationales mais ce n'est pas le cas en Afrique, ce qui soulève également la question des



bénéfices à long terme du Processus de Bologne pour l'Afrique.

Heureusement, ces craintes sont appréhendées à travers des efforts concertés entre l'AUA et l'EUA, par le biais d'initiatives visant à enrayer l'expansion de la fuite des cerveaux en Afrique, comme en témoignent les trois ateliers de travail détaillés plus haut dans cet article. Ces initiatives constructives contribueraient en grande partie à dissiper les inquiétudes concernant l'impact négatif du Processus de Bologne en Afrique. Il est rassurant de noter que la parution d'un livre blanc sur les contenus et les résultats des trois ateliers est prévue pour septembre 2010. Nous espérons que ce livre blanc inclura une clause obligatoire exigeant que les étudiants africains réintègrent leur établissement d'origine après chaque programme d'échange en Europe.

Conclusion

Dix ans après le lancement du Processus de Bologne, la crainte est que l'Afrique perde un grand nombre des bénéficiaires des programmes d'échange au profit de l'Europe, provoquant ainsi

de nouvelles formes de fuite des cerveaux. C'est dans ce contexte que depuis 2004, près de 77% de l'ensemble des étudiants africains à l'étranger suivent leurs études en Europe, tandis que 18% des étudiants en Europe sont originaires d'Afrique (cf. la Lettre électronique de l'AUA, 2010). Cependant et heureusement, de nouvelles initiatives laissent présager que ces problèmes seront mieux gérés à l'avenir, à l'heure où le Processus de Bologne entame sa deuxième décennie d'existence. Par exemple, le fait que le projet *Accès à la réussite* soit entrepris dans le cadre des principes directeurs de l'UNESCO en termes de coopération et de partenariat internationaux (voir le Communiqué de l'UNESCO sur la CMES 2009) montre que les démarches actuelles de l'AUA vont dans le bon sens et qu'elles aideront l'Afrique à tirer des bénéfices importants du Processus de Bologne à l'avenir.

Les références relatives aux articles de ce dossier sont indiquées en page 24.

LE PROCESSUS DE BOLOGNE EN BREF



Cette section a été inspirée par le travail de la European University Association (EUA). Pour en savoir plus, consultez le site : www.eua.be

LE PROCESSUS

Lancé en 1999 par les Ministres de l'Éducation et les directeurs d'universités de 29 pays, le Processus de Bologne vise à créer un Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES) d'ici à 2010 et s'est ensuite développé pour prendre la forme d'une réforme majeure

englobant 46 pays. La participation au Processus de Bologne est une décision volontaire prise par chaque pays et par sa communauté de l'enseignement supérieur pour adopter les principes définis dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur. Le Processus de Bologne ne vise pas à harmoniser les systèmes éducatifs nationaux mais à fournir des outils pour les connecter entre eux.

QUI EST IMPLIQUÉ ?

- Les ministres de l'Éducation des pays signataires de la Déclaration de Bologne.
- Les représentants des universités européennes (EUA), des établissements d'enseignement supérieur professionnels (EURASHE), des étudiants (ESU), des agences d'assurance

BOLOGNE EN DATES

1998

La France, l'Italie, le Royaume Uni et l'Allemagne signent la Déclaration de la Sorbonne sur « l'harmonisation des architectures du système d'enseignement supérieur européen. »

1999

Les ministres de l'Éducation de 29 pays européens signent la Déclaration de Bologne qui vise à créer un Espace d'enseignement supérieur européen (EEES) cohérent et efficace d'ici à 2010.

2001

Le Communiqué de Prague (inclusion des stratégies d'apprentissage tout au long de la vie, implication des établissements d'enseignement supérieur et des étudiants en tant que partenaires essentiels du processus, promotion de l'attractivité de l'Espace européen de l'enseignement supérieur.)

2003

Le Communiqué de Berlin (accélère le processus en fixant un délai intermédiaire (2005) pour progresser dans les domaines suivants : l'assurance qualité ; l'adoption d'un système de structure des diplômes basé sur deux cycles principaux ; la reconnaissance des diplômes ; une ligne d'action supplémentaire « Etudes doctorales et promotion des jeunes chercheurs »).

qualité (ENQA), le Centre européen pour l'enseignement supérieur de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO-CEPES), l'Internationale de l'Education (IE) et Business Europe.

- Le processus reçoit également l'appui de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe.

Tous les acteurs sont impliqués dans le **Groupe de suivi du Processus de Bologne (BFUG)** qui se réunit régulièrement pour approfondir le débat sur les 10 lignes d'action et encourager la mise en œuvre de la Déclaration de Bologne. Une **réunion ministérielle** est organisée tous les deux ans pour faire le point sur la dernière phase de mise en œuvre et analyser son évolution.

PRINCIPAUX ELEMENTS DU PROCESSUS

1. Cours universitaire en trois cycles

Deux principaux diplômes, Licence et Master, ont désormais été adoptés par tous les pays participants ; parfois en parallèle à des diplômes existants pendant une période de transition, parfois en les remplaçant entièrement.

2. Cadres de qualification

Les cadres de qualification basés sur les résultats d'apprentissage sont devenus un point central du Processus de Bologne et de l'Espace européen de l'enseignement supérieur. Le séminaire officiel de Bologne, organisé à Edimbourg, a décrit les résultats d'apprentissage comme « l'ossature de Bologne dans le cadre des réformes éducatives » et a adopté la proposition selon laquelle cette approche méthodique est au cœur du changement de paradigme, privilégiant l'apprentissage centré sur l'étudiant aux dépens de l'apprentissage centré sur l'enseignant.

3. Système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS)

Outil important utilisé pour le transfert et l'accumulation de crédits, l'ECTS joue désormais un rôle majeur dans l'élaboration

des curricula et dans la validation d'un certain nombre d'acquis d'apprentissage (académiques ou non). Dans ce système, les crédits reflètent la charge de travail totale requise pour atteindre les objectifs d'un programme – des objectifs qui sont spécifiés en fonction des résultats d'apprentissage et des compétences à acquérir – et pas uniquement en fonction du nombre d'heures de cours. Cela rend les programmes d'études faciles à comprendre et à comparer pour tous les étudiants, locaux et étrangers, et facilite donc la mobilité et la reconnaissance académique.

4. Supplément au diplôme

Obligatoire pour tous les diplômés (depuis 2005), le supplément au diplôme est un outil lié à un diplôme d'enseignement supérieur qui décrit le diplôme en des termes simples et compréhensibles. Il est conçu pour fournir une description type de la nature, du niveau, du contexte, du contenu et du statut des études que le diplômé a achevées.

5. Assurance qualité dans le Processus de Bologne

Le Processus de Bologne place la promotion de la coopération européenne en matière d'assurance qualité parmi ses dix grands objectifs. La réforme actuelle en termes de structure et de curriculum offre l'opportunité aux universités de réfléchir sur les pratiques de gestion et de réviser les programmes et les méthodes d'enseignement et d'évaluation dans le but de garantir leur qualité.

6. Reconnaissance

La reconnaissance des qualifications est essentielle pour permettre aux étudiants d'étudier dans divers établissements dans différents pays. Les efforts visant à adopter une reconnaissance commune des qualifications sont antérieurs au lancement du Processus de Bologne, mais surmonter les obstacles liés à la reconnaissance juridique et administrative est l'un des dix objectifs du processus de réforme et un élément vital de la promotion de la mobilité.

2005

Le Communiqué de Bergen (renforce la dimension sociale et supprime les obstacles à la mobilité jusqu'en 2007).

2007

Le Communiqué de Londres : 'Vers l'EEES : répondre aux défis posés dans un monde globalisé'.

2009

Le Communiqué de Leuven et Louvain-La Neuve (souligne l'importance de maintenir une approche orientée vers les parties prenantes après 2010 – ce qui signifie que les étudiants, les universités, les entreprises, en tandem avec les gouvernements, partageront la responsabilité du développement des réformes futures et de la coopération). Premier forum mondial.

2010

Conférence ministérielle soulignant le dixième anniversaire du Processus de Bologne 2010 à Budapest et Vienne. Deuxième forum mondial et lancement de l'EEES.

7. Diplômes communs

Les diplômes communs (diplômes impliquant une période d'études dans plusieurs établissements) sont un exemple innovant de coopération interuniversitaire et peuvent être considérés comme les piliers du développement futur de l'enseignement supérieur européen. L'intérêt pour les programmes communs est en plein essor en Europe et le travail par projet (entrepris par l'EUA et d'autres acteurs) vise à fournir des informations, à s'appuyer sur les meilleures pratiques, et à se concentrer sur les principaux défis auxquels les programmes communs sont confrontés, en termes d'assurance qualité, par exemple. Ces dernières années, de nombreux pays ont adapté leur législation pour permettre aux diplômes communs d'être délivrés, et au niveau européen, un amendement à la Convention de Lisbonne sur la reconnaissance (voir la section ci-dessus sur la reconnaissance) a été adopté en 2005 pour faciliter la reconnaissance des diplômes communs.

Le présent texte est repris de la présentation que l'EUA fait du processus de Bologne (cf. www.eua.be).

HEDBIB

La base de données bibliographique internationale de l'AIU sur l'enseignement supérieur (HEDBIB) vous propose une large sélection de titres relatifs au processus de Bologne.
Voir: http://hedbib.iau-aiu.net/format_liste.php?Chp14=2&dsi=Bologna+Process

HEDBIB

➔ BLOGS SUR BOLOGNA (EN ANGLAIS)

<http://globalhighered.wordpress.com/category/european-higher-education-area/>

www.studyineurope.eu/blog

www.col.org/blog/Lists/Posts/Post.aspx?List=df4fb45f-ce28-45bb-8096-706f6503f936&ID=16

<http://euobserver.com/881/29371>

Références

Altbach, P.G., Reisberg, L. and Rumbley, L.E., (2009) *Trends in Global Higher Education: Tracking an Academic Revolution*, WCHE, Paris: UNESCO.

AAU (2010): 'About 77% of Africans Study in Europe'. *AAU E-Courier*, Issue No. 63, April & May. AAU in the Media column. Disponible à : www.aau.org/e-courier/issue.htm?no=63.

Access to Success (2010): 'Fostering Trust and Exchange between Europe and Africa'. Disponible à : www.accesstosuccessafrica.eu/web/images/workshop2/presentations/project%20presentation%20access%20to%20success%20oslo_mg%20gm.pdf.

Erasmus Mundus Executive Agency – Education, Audiovisual and Culture (EACEA) http://eacea.ec.europa.eu/erasmus_mundus/tools/2 – www.erasmusmundus.org.

Ghouati Ahmed, 2009, *Réforme LMD au Maghreb : éléments pour un premier bilan politique et pédagogique*, JHEA/RESA Vol. 7, Nos. 1&2, 2009, pp. 61–77.

Ghouati Ahmed (à paraître), *Processus de Bologne et enseignement supérieur au Maghreb*, Paris, Editions l'Harmattan, Collection Europe Maghreb.

IAU. *Internationalization of Higher Education. Global Trends, Regional Perspectives. The IAU 3rd Global Survey Report*, Paris: IAU, 2010.

Khelfaoui, H. (2009): 'Introduction: The Bologna Process: Globalization or Return to "Colonial Situation"?', Vol 7, Nos.1&2, *Journal of Higher Education in Africa* (CODESRIA), publié par le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (ISSN 0851–7762).

Obasi, I. N. & Olutayo, A. O (2009): 'Globalization, the Bologna Process and African Universities: Limits and Contradictions of Market-oriented Higher Education Reforms', *Journal of Higher Education in Africa (JHEA)*, Vol. 7, Nos.1&2, pp.159-187.

OCDE. (2009) *Education at a Glance 2009: Global Indicators*, Paris: Publication de l'OCDE, France.

Salmi, J. (2009) in *Higher Education to 2030, Volume 2 Globalisation*, Paris: Publication de l'OCDE, France.

Sursock, Andrée et Hanna Smid, *Trends 2010: A Decade of Change in European Higher Education*, Publications de l'EUA 2010.

UNESCO (2009): *Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur 2009: La nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur et de la recherche au service du progrès social et du développement*. Communiqué. Paris: UNESCO, 5-8 Juillet. www.unesco.org/en/wche2009.

UNESCO, (2009) *Recueil de données mondiales sur l'éducation : statistiques comparées sur l'éducation dans le monde*, Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, Canada. www.uis.unesco.org/template/pdf/ged/2009/GED_2009_FR.pdf

World Bank, 2007, *A Road Not Travelled: Education Reform in the Middle East and North Africa*, Rapport de Développement Rapport MENA, Washington, Etats-Unis.

World Education News and Reviews (WENR) (2007): The Impact of the Bologna Process beyond Europe, Part 1. Vol. 20, Issue 4, April. www.wes.org/ewern/PF/07apr/pfeature.htm.

Zgaga, Pavel, *Higher Education in Transition, Reconsiderations on Higher Education in Europe at the Turn of Millennium in Monographs on Journal of Research in Teacher Education* – Series Editor Gun-Marie Frånberg, Umeå University, 2007 (www.se-educoop.net/education_in/pdf/monografi_zgaga_web.pdf)

NOUVELLES PUBLICATIONS

Nouvelles publications de l'AIU

Le rapport de la 3^{ème} Enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur, intitulé ***Internationalization of Higher Education: Global Trends, Regional Perspective*** – est désormais disponible (voir page 4).



Two Great European Ideas: Comparing Humboldt and Bologna

Higher Education Policy, vol. 23, n°2, juin 2010

Ce numéro spécial, qui s'inscrit dans le cadre des nombreuses tentatives européennes visant à réformer et renouveler l'enseignement supérieur conformément aux objectifs du Processus de Bologne, regroupe à la fois des analyses empiriques et des réflexions en vue d'actualiser le débat sur le passé et l'avenir de l'enseignement supérieur européen.

Michelson s'intéresse aux débats sur l'Université humboldtienne et le Processus de Bologne et analyse les aspects théoriques, méthodologiques et normatifs de ces débats en examinant également les liens entre les idéaux du Processus de Bologne et de l'Université humboldtienne. Bleiklie et Lange ciblent leur analyse sur le développement de l'organisation des universités allemandes et norvégiennes, les deux pays ayant introduit durant la première décennie du 21^{ème} siècle des réformes en matière de gouvernance inspirées de la nouvelle gestion publique. En exposant brièvement les idéaux et les valeurs organisationnels impliqués dans la gouvernance universitaire, les auteurs suggèrent une perspective axée sur le caractère ambigu et progressif du changement des dispositifs de gouvernance qui semblent privilégier des idéaux propres au monde de l'entreprise. Le financement public des universités en France, en Allemagne, en Irlande et en Norvège est examiné dans l'article de Frolich et al; la séparation des financements de l'enseignement et de la recherche a été une approche prédominante qui remet en question l'idée d'unité entre enseignement et recherche, élément clé du modèle humboldtien. Serrano-Velarde et Stensaker portent leur attention sur les significations de la qualité dans l'idéal de l'Université humboldtienne et le Processus de Bologne. En proposant un aperçu des pratiques actuelles associées à la qualité et l'assurance qualité en Allemagne et en Norvège, les auteurs suggèrent qu'il existe plusieurs liens possibles entre les idées fondatrices de Humboldt et de Bologne. Kehm et al décrivent et analysent les changements opérés dans



l'organisation des études supérieures en Allemagne et en Norvège suite aux recommandations de la Déclaration de Bologne. Dysthe et Webler s'intéressent aux questions pédagogiques en Allemagne et en Norvège, prenant comme point de départ les concepts pédagogiques fondamentaux de l'Université humboldtienne. Ce numéro s'achève par l'article d'Aamodt, Hovdhaugen et Bielfeldt, qui s'intéresse à la double fonction du processus de réforme initié en Norvège, offrant à la fois une base pour poursuivre des études supérieures et permettant d'obtenir une qualification pour intégrer le marché du travail. Les auteurs utilisent des données issues d'enquêtes menées auprès de diplômés norvégiens pour montrer les débouchés offerts aux titulaires d'un diplôme de Licence sur le marché du travail.

(www.palgrave-journals.com/hep/journal/v23/n2/index.html)

Higher Education Policy, vol. 23, n° 3, septembre 2010

Le numéro de HEP de septembre 2010 aborde plusieurs thèmes. Lepori et Kyvik examinent le développement de la recherche dans les universités de sciences appliquées de huit pays européens, dans lesquelles la valorisation de la recherche a été en grande partie perçue comme une dérive académique. Watanabe s'intéresse à la durabilité des régimes de retraite des établissements privés japonais, en analysant en parallèle la santé financière de ces établissements. Sá se concentre sur l'évolution récente des politiques provinciales du Canada en science et technologie, dans le cadre de l'attention accrue portée aux régions sous-nationales dans ce domaine. Arar et Haj-Yahia s'intéressent à l'augmentation rapide du nombre d'Arabes palestiniens originaires d'Israël qui étudient en Jordanie. En s'appuyant sur des questionnaires, ils avancent que les critères d'admission plus indulgents et les similitudes culturelles et linguistiques expliquent la popularité de la Jordanie. De Boer, Kolster et Vossensteyn examinent les motifs qui sous-tendent les transitions entre les niveaux de Licence et de Master. Avec l'introduction de la structure Licence/Master en 2002-2003, des étudiants d'universités de sciences appliquées néerlandaises ont eu l'opportunité de s'inscrire à des programmes de Master universitaires. Carvalho et Santiago examinent les changements des politiques gouvernementales visant à restructurer le système d'enseignement supérieur portugais, sous l'influence de la nouvelle gestion publique. S'appuyant sur une étude qualitative basée sur plusieurs entretiens avec des directeurs et des doyens d'universités, ils analysent les attitudes et les valeurs dans le cadre d'une pression accrue des pouvoirs publics en matière de gestion. Dans leur article, Davidovitch et Soen font état des développements du dialogue entre les universités et les collèges qui ont vu le jour dans l'ombre de ces établissements et abordent notamment les changements d'objectifs, les curricula et l'orientation vers la formation professionnelle. Ce numéro s'achève par l'article de Varelo-Petito qui examine les principales transformations de l'enseignement supérieur public mexicain, analysant la tendance actuelle qui privilégie la promotion de changements prévus et imprévus au sein de ses établissements.

Liste annotée d'une sélection de publications reçues à l'AIU

The Sustainable MBA – A Manager's Guide to Green Business

Giselle Weybrecht, publié par John Wiley and Sons, Chichester, Angleterre, 2010, ISBN 978-047-074-1146 (www.wiley.com)

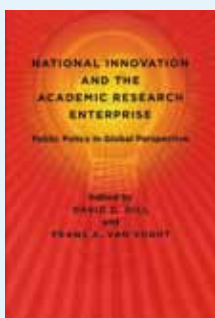
Basé sur plus d'une centaine d'entretiens avec des experts, ce livre s'articule autour de cinq rubriques, sur le modèle d'un MBA. Il est destiné aux chefs d'entreprise qui souhaitent en savoir plus sur le commerce durable, détaillant la manière dont la durabilité peut être intégrée aux stratégies financières, organisationnelles, de marketing, etc. L'ouvrage cherche à apporter des connaissances et des outils afin que le discours sur la durabilité débouche sur des actes concrets au bénéfice de la société dans son ensemble.



National Innovation and the Academic Research Enterprise – Public Policy in Global Perspective

David D. Dill et Frans A. van Vught eds., publié par Johns Hopkins University Press, États-Unis, 2010, ISBN 978-0-8018-9374-2 (www.press.jhu.edu)

A l'heure où les forces globales modifient la base du développement économique, les responsables politiques dans les économies matures cherchent de plus en plus à encourager l'innovation et le changement technique comme principaux moyens d'alimenter la compétitivité internationale. Cet ouvrage analyse l'impact de ces politiques sur les économies de la connaissance et le système d'enseignement supérieur des pays de l'OCDE. Il cherche à répondre à la question suivante: quel est l'impact des politiques publiques sur la recherche universitaire et comment réagissent les établissements postsecondaires? Le livre s'appuie sur des études économiques récentes et comprend des études de cas menées dans l'UE, en Australie, au Canada, au Japon et aux États-Unis parmi d'autres pays de l'OCDE.



A Chance for European Universities

Jo Ritzen, publié par Amsterdam University Press, Pays-Bas, 2010, ISBN 978-90-8964-229-5 (www.aup.nl)

Selon l'auteur la position actuelle des universités européennes équivaldrait à quelque chose comme une médaille de bronze olympique: elles très bien représentées dans le classement des 200 meilleures universités mondiales mais sont quasiment absentes du top 50. L'ouvrage explique que la société éprouve des sentiments mitigés à l'égard des universités – parfois dithyrambique, souvent critique à l'égard de l'image de tour d'ivoire des universités voire purement cynique, dénonçant le gaspillage de «l'argent du

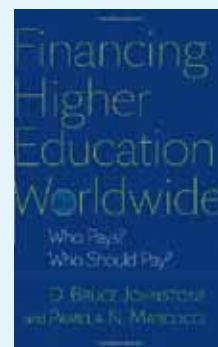


contribuable». Le livre démontre que la crise économique actuelle offre une excellente opportunité pour favoriser un changement de paradigme dans toute l'Europe en vue de promouvoir à la fois l'excellence et de faciliter l'émancipation des nouveaux étudiants européens.

Financing Higher Education Worldwide – Who Pays? Who Should Pay?

D. Bruce Johnstone et Pamela Marcucci, publié par The Johns Hopkins University Press, Baltimore, États-Unis, 2010 ISBN 978-0-8018-9457-2 (www.press.jhu.edu)

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, aucun sujet n'est aussi sensible voire aussi controversé que le financement. A l'heure où la demande de formation supérieure augmente partout dans le monde, les coûts qui y sont associés augmentent également, en particulier dans la mesure où les gouvernements en assument moins le fardeau. Les frais d'inscription sont en hausse et la dette relative aux prêts étudiants augmente. Qui paie ces coûts supplémentaires? Qui devrait payer? Présentant des données politiques et économiques détaillées, cet ouvrage montre dans quelle mesure des pays qui n'ont pas le même modèle économique se retrouvent confrontés aux mêmes défis liés au partage des coûts. Il montre également que ce partage des coûts est impératif pour garantir la santé financière des collèges et des universités, améliorant ainsi l'efficacité, l'équité et la réactivité.



Indicateurs et suivi de l'EER – Rapport du Groupe d'experts

Direction Générale de la Recherche, publiée par la Commission européenne, Bruxelles, Belgique 2010 ISBN 978-92-79-13998-7 (www.ec.europa.eu)

La politique de recherche est une des composantes clés de l'ordre du jour révisé des réformes structurelles de l'UE pour la période post-2010. La Direction Générale de la Recherche de la Commission européenne a mandaté trois groupes d'experts pour recueillir des recommandations et des avis sur la stratégie UE 2020 dans le domaine de la politique de recherche. Cette publication est le rapport du Groupe d'experts présidé par le Professeur Rémi Barré. Le groupe émet des recommandations sur la façon de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation de l'Espace européen de la recherche dans la perspective du développement d'une économie européenne largement fondée sur la connaissance. Le rapport identifie également des indicateurs pour permettre à la Commission européenne et au Conseil de la compétitivité de déterminer des cibles potentielles.



Global research report: Africa

Jonathan Adams, Christopher King, Daniel Hook eds., publié par Thomson Reuters, Leeds, RU, 2010 ISBN 1-904431-25-9 (<http://researchanalytics.thomsonreuters.com>)

Publié dans le cadre d'une série, cet ouvrage vise à informer les responsables politiques et autres parties prenantes des évolutions du paysage et de la dynamique de la base de recherche mondiale sur le continent africain. Les défis auxquels le continent est confronté sont énormes et la recherche autochtone pourrait permettre d'apporter



des réponses efficaces et ciblées. Bien que l'analyse préliminaire de ce rapport ne puisse identifier une orientation claire, les informations pourraient en revanche offrir un contexte plus large que celui défini par les rapports économiques de l'OCDE, tout en délimitant un cadre permettant d'analyser les répartitions régionales présentées dans le *Rapport 2010 de l'UNESCO sur la science*.



Focus sur l'enseignement supérieur en Europe 2010 : L'impact du processus de Bologne

David Crosier, Ed., Simon Dalferth, Teordora Parveva eds., publié par la Commission européenne, Bruxelles, Belgique 2010 ISBN 978-92-9201-086-7 (<http://eacea.ec.europa.eu/>)



L'édition 2010 du rapport *Focus* a été préparé pour la Conférence ministérielle européenne de Budapest et Vienne, des 11 et 12 mars 2010, qui a officiellement lancé l'Espace européen de l'enseignement supérieur. Le rapport est le fruit d'une étroite collaboration entre le Réseau Eurydice et le Groupe de suivi du Processus de Bologne (BFUG), dont l'objectif est de garantir que l'information soit aussi détaillée, fiable et cohérente que possible. Le principal objectif du rapport est de fournir des informations claires et concises sur les aspects clés des systèmes d'enseignement supérieur des 46 pays témoins de l'émergence de l'Espace européen de l'enseignement supérieur à la fin de la première décennie de Bologne. Le rapport met l'accent sur l'impact des réformes du Processus de Bologne en prenant en compte d'autres facteurs contextuels significatifs.

La première partie de la publication offre un aperçu comparatif des principales questions relatives à la mise en œuvre du Processus de Bologne (cursus universitaire en trois cycles, mise en place d'outils, etc.). La deuxième partie présente à tous les pays signataires des informations sur des systèmes comparables, offrant ainsi un aperçu des questions clés liées au Processus de Bologne.

Rapport mondial sur les sciences sociales 2010

Françoise Caillods ed., publié par l'UNESCO et le Conseil international des sciences sociales (CISS), Paris, France, 2010 ISBN 1-904431-25-9 (www.unesco.com/shs/wssr/)



Le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 est une co-publication que l'UNESCO a demandé de préparer au Conseil international des sciences sociales (CISS). Dix ans après la publication du premier Rapport mondial sur les sciences sociales en 1999, l'UNESCO et le CISS ont publié ce nouveau rapport sur le statut des sciences sociales qui détaille comment les connaissances des sciences sociales sont produites, diffusées et utilisées. Le rapport souligne que l'expertise en sciences sociales est de plus en plus sollicitée par les responsables politiques, les médias et le public. Le rapport explique par ailleurs dans quelle mesure les sciences sociales permettent de répondre aux Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies.

Equity and quality assurance – A marriage of two minds

Michaela Martin ed., publié par l'UNESCO IIEP, Paris, France, 2010, ISBN

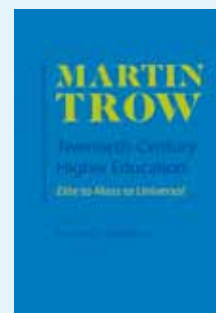
978-92-803-1347-5 (www.iiep.unesco.org/)

Bien qu'il s'agisse de deux concepts distincts, l'équité et la qualité figurent depuis longtemps à l'ordre du jour des politiques d'enseignement supérieur, en particulier en termes d'objectifs politiques et de mécanismes de mise en œuvre. L'objet de cette publication est d'examiner si l'équité et la qualité peuvent être associées à l'ordre du jour des politiques d'enseignement supérieur, d'analyser dans quelle mesure les deux points sont interconnectés, et sous quelles conditions ils peuvent l'être. Le livre comprend des auteurs de différents pays comme l'Australie, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, qui ont été invités pour examiner la relation entre ces deux points dans leurs systèmes d'enseignement supérieur respectifs. Ces pays mettent tous fortement l'accent sur l'équité dans leurs politiques d'enseignement supérieur et ont récemment créé des systèmes d'assurance qualité. Ils constituent donc un terrain prometteur pour l'exploitation de l'interface entre l'équité et l'assurance qualité d'un point de vue comparatif.



Twentieth Century Higher Education – Elite to Mass to Universal

Martin Trow, publié par The Johns Hopkins University Press, Baltimore, Etats-Unis, 2010 ISBN -13: 978-0-8018-9441-1 (www.press.jhu.edu)



Martin Trow était l'un des auteurs sur l'enseignement supérieur les plus influents et les plus prolifiques. Il est réputé pour son travail précurseur sur la transition de l'enseignement supérieur d'élite à celui de masse, et les universitaires du monde entier continuent à utiliser son cadre conceptuel pour analyser et comparer les établissements. De nombreuses recherches innovantes menées par Trow et liées à l'émergence de l'enseignement supérieur de masse figurent dans cet ouvrage, notamment trois articles jamais publiés. Chaque article est introduit par des personnes qui ont croisé sa route à divers moments de sa vie.

International Student Support in European Higher Education – ACA Papers on International Cooperation in Education

Maria Kelo, Tim Rogers, Laura E. Rumbley (eds), Lemmens Medien GmbH, Bonn, Germany, 2010 ISBN -13: 978-3-932306-99-0 (www.lemmens.de)



Ce livre est l'aboutissement d'un projet intitulé ENATIS – 'Enhancing Attractiveness through International Student Services'. Il résume les conclusions du projet qui était destiné à découvrir, par le biais d'une enquête exhaustive auprès des étudiants, quels sont les réels besoins en terme de soutien dont les étudiants internationaux ont besoin, puis d'offrir aux établissements d'enseignement supérieur européens une série d'exemples de bonne pratique proposant des solutions pour répondre correctement et efficacement à ces besoins.

Octobre 2010

14-15	<i>EURASHE – Tallinn, Estonie</i> 20^{ème} Conférence annuelle www.eurashe.eu
15	<i>ACA – Bruxelles, Belgique</i> World-class: the brave new world of global higher education and research www.aca-secretariat.be/
20-23	<i>BCEI, CONAHEC, OUI – Calgary, Canada</i> Congrès des Amériques sur l'éducation internationale http://caie-caei.org/2010/
20-23	<i>EUA – Palerme, Italie</i> Diversities and Commonalities – the changing face of Europe's universities www.eua.be/eua-events/
20-23	<i>Universitas Gadjah Mada – Yogyakarta, Indonésie</i> World Conference on Science, Education and Culture: Local Wisdom Inspiring Global Solutions www.wisdom.ugm.ac.id/
20-24	<i>Université Çanakkale Onsekiz Mart – Cannakkale, Turquie</i> World Universities' Congress: What should be the new aims and responsibilities of universities within the framework of global issues www.comu.edu.tr/unicongress2010/
25-27	<i>EDEN – Université de Technologie et de Sciences économiques de Budapest, Hongrie</i> Enhancing Transparency in Quality Management of Peer Production – E-value and E-valuation in E-learning www.eden-online.org/
26-28	<i>AAOU – Université ouverte de Hanoi, Vietnam</i> Open Distance Learning towards Building Sustainable Global Learning Communities http://aaou2010.hou.edu.vn/
27-29	<i>Karlsruhe, Allemagne</i> International Greening Education Event www.etechgermany.com/en/igee2010.html

Novembre 2010

01-03	<i>Ahmedabad, Indie</i> International Conference on Ethical Framework for a Sustainable World www.earthcharterplus10.org/
03-04 04-05	<i>ANIE – Université Makerere, Ouganda</i> 2^e reunion annuelle du réseau africain pour l'internationalisation de l'éducation (ANIE) L'internationalisation de l'enseignement supérieur en Afrique: répondre aux opportunités et aux défis www.anienetwork.org
17	<i>Barcelone, Espagne</i> EU-Drivers Conference: Universities leading regional innovation: New partnerships at a time of economic crisis www.eu-drivers.eu
18-20	<i>EUA – Université Claude Bernard, Lyon 1, France</i> Building Bridges: Making sense of QA in European, national and institutional contexts www.eua.be/eqaf-lyon.aspx
22-23	<i>Barcelone, Espagne</i> 7^{ème} Conférence internationale de PEACE: Coopération universitaire internationale et les Universités palestiniennes http://peaceconference.upc.edu
23-26	<i>GUNI – Barcelone, Espagne</i> Higher Education's Commitment to Sustainability: from Understanding to Action www.guninetwork.org/conference2010
24-28	<i>COL – Kochi, Kerala, Inde</i> Sixth Pan-Commonwealth Forum on Open Learning: Access & Success in Learning: Global Development Perspectives www.col.org/pcf6

Février 2011

20-23	<i>AEIA – Westin St Francis Hotel, San Francisco, Etats-Unis</i> Conférence annuelle 2011 AIEA : Competition and Collaboration in the Global Transformation of Higher Education www.aieaworld.org/
-------	---

Mars 2011

11-12	<i>British Council – Hong Kong, Chine</i> Going Global 2011: World Education: the new powerhouse www.britishcouncil.org/goingglobal
11-12	<i>AIU en collaboration avec l'Association indienne des universités et le Indian Institute of Information Technology – New Delhi, Inde</i> 4^e réunion mondiale des Associations www.iau-aiu.net/fre/index.html
30-02 Avril	<i>Observatory on Borderless Higher Education – Banff, Canada</i> Leveling the International Playing Field: a new global regionalism for sustainable partnerships, student mobility and open and distance learning www.obhe.ac.uk/the_2011_global_forum_canada/overview

Mai 2011

19-21	<i>UNESCO-CEPES – Université Lucian Blaga de Sibiu, Roumanie</i> Life after Graduation: The Role of Employment and Tracking Systems for Continuous Curricula Development and Quality Enhancement in Higher Education http://conferences.ulbsibiu.ro/unescocepes/en
29-03 Juin	<i>NAFSA – Vancouver, Canada</i> Innovation and Sustainability in International Education www.nafsa.org/annualconference/
30-03 Juin	<i>AAU COREVIP – Stellenbosch, Afrique du sud</i> Strengthening the Space of Higher Education in Africa www.aau.org/announce/detail.htm?ai=276?lang=fr

Juin 2011

17-20	<i>IAUP – New York, Etats-Unis</i> Building Bridges through Education www.bcdmionline.com/IAUP/index.htm
-------	---

Novembre 2011

17-18	<i>AIU – Nairobi, Kenya</i> Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement Supérieur www.iau-aiu.net/fre
-------	---

Novembre 2012

12-18	<i>AIU – Université Interaméricaine de Puerto Rico, San José, Puerto Rico, Etats-Unis</i> 14^e Conférence générale de l'AIU : Education Supérieure et l'Agenda Globale www.iau-aiu.net/fre
-------	--

Vos réactions, questions et commentaires sur AIU Horizons sont les bienvenus. Merci de prendre contact avec Dr Hilligje van 't Land, rédactrice en chef de ce magazine, si vous avez des suggestions pour de nouveaux thèmes ou des informations importantes à transmettre concernant des événements que vous souhaiteriez voir paraître dans ses pages.

//

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS (AIU) – BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS. AU SERVICE DES MEMBRES INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE, L'AIU OFFRE UN FORUM DESTINÉ À CRÉER UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ELLE VISE À PROMOUVOIR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS, D'EXPÉRIENCES ET D'IDÉES, TOUT EN CONTRIBUANT PAR LA RECHERCHE, PAR LES PUBLICATIONS ET LES RÉUNIONS À FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

AIU HORIZONS : Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale et Directrice exécutive /// Rédactrice en chef AIU Horizons: Hilligje van't Land, dr. ès Lettres, Directrice, Adhésions et développement des programmes, AIU Horizons /// Assistants de rédaction : Ross Hudson, Chargé de programmes et Anna Györy, stagiaire /// Traductions vers le français : François Agati /// Imprimeur : SEP, Nîmes, France /// Graphisme : Maro Haas
 N°ISSN : 2076-3654

AIU, Maison de l'UNESCO, 1, rue Miollis – F-75732, Paris cedex 15 – France
Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05

Adresses électroniques : iau@iau-aiu.net – Site Internet : www.iau-aiu.net/fre

AIU Horizons est également disponible en ligne : www.iau-aiu.net/association/fre/a_newsletter.html (en formats PDF et WORD)

Ce document est imprimé sur un papier 100% recyclé certifié par les labels Blaue Engel, Nordic Ecolabel et Ecolabel européen.



Definitive Resources on Higher Education Worldwide



Higher Education Policy

The Quarterly Journal of the International Association of Universities (IAU)
Editor: Jeroen Huisman, University of Bath, UK

Higher Education Policy is a peer-reviewed journal of the highest quality providing the most advanced analysis in Higher Education to institutional leadership, scholars, practitioners and administrators at all levels of Higher Education.

2010 Volume 23
4 Issues per Year
Print ISSN: 0952-8733
Online ISSN: 1740-3863
www.palgrave-journals.com/hep/

Recommend *Higher Education Policy* to your library for full online access for all of your colleagues and students.

Visit: www.nature.com/pal/librec/svc/request/makeProdRequest?id=hep



The International Handbook of Universities 2011

22nd edition, 3 Volumes
International Association of Universities

The most comprehensive guide to university and university-level education worldwide, providing detailed up-to-date information on over 14,000 higher education institutions in 183 countries. An authoritative and unrivalled reference source on Higher Education worldwide.

September 2010 5096pp 297 x 210mm
Hardback £390.00 978-0-230-22346-2

Includes single-user access to the *World Higher Education Database Online*
IAU members benefit from a 50% discount to IHU. For more information or to order, please contact orders@palgrave.com or visit www.palgrave.com/reference. Please indicate if you are an IAU member when placing your order.



The World Higher Education Database 2010 CD ROM (network and single user)

The world of higher education at your fingertips

The *World Higher Education Database* (WHED) is the most authoritative, comprehensive and up-to-date compendium of information on higher education institutions worldwide. It provides a fully searchable database featuring information on institutions in more than 180 countries.

Members of IAU benefit from a complimentary copy of WHED CD ROM.

The World Higher Education Database is also available online.
Please visit www.whed-online.com or please contact our online sales team for further information: onlinesales@palgrave.com



Also available:

The Grants Register 2011
The most comprehensive guide available to postgraduate grants and professional funding worldwide

June 2010 1120pp 297 x 210 mm
Hardback £210.00 978-0-230-20601-4

